

Toute la vérité sur la guerre de Gaza

Une étude du JCPA – CAPE de Jérusalem



Mars 2015



Table des matières

Préface – Freddy Eytan	3
Les enjeux de la guerre de Gaza – Hirsh Goodman	5
La vérité sur la guerre de Gaza – Dore Gold	13
Chronologie d’une guerre de 50 jours – Daniel Rubenstein	27
Israël, Gaza et le Droit humanitaire – David Benjamin	37
Le réseau des tunnels du Hamas – Daniel Rubenstein	48
La stratégie du Hamas dans sa bataille militaire contre Israël – Jonathan D. Halevi	54
Les limites de l’enjeu diplomatique – Dore Gold	64
Témoignage du Colonel britannique Richard Kemp	75



Toute la vérité sur la guerre de Gaza

Freddy Eytan

Le CAPE de Jérusalem – Centre des Affaires Publiques et de l'Etat (JCPA-CAPE) publie un document exclusif sur les crimes de guerre commis par le mouvement Hamas durant l'opération militaire *Bordure Protectrice* dans la bande de Gaza.

Ce document a été écrit par des diplomates, des experts et chercheurs, spécialistes en matière de Droit international, de Renseignement, et de stratégie concernant le Hamas. Il présente un dossier complet, précieux et indispensable, au moment où une commission d'enquête de l'ONU s'apprête à publier des conclusions partiales et mensongères, en osant, sans scrupule, accuser Tsahal de « crimes contre l'Humanité ». La récente démission du président de cette commission onusienne prouve justement l'absence de souci de justice et de vérité, et sa partialité en faveur de la cause palestinienne.



Défilé militaire pour le 27^e anniversaire du Hamas, 14 décembre 2014 (AP/Khalil Hamra)

Cette étude offre au spécialiste comme au grand public un nouvel éclairage sur le combat inlassable que mène aujourd'hui l'Etat juif contre les mouvements terroristes palestiniens dans un contexte régional explosif face à une montée en puissance du djihad mondial, encouragé par l'Organisation de l'Etat islamique (Daesh), et avec la menace omniprésente de l'étendard chiite iranien.

Le Hamas est reconnu comme une organisation terroriste et sa charte appelle toujours à la destruction de l'Etat d'Israël. L'Egypte, qui combat sans merci les groupes terroristes dans la péninsule du Sinaï, accuse le Hamas de participer activement aux activités terroristes sur son propre territoire, et vient de proclamer le mouvement palestinien « hors la loi », à l'instar de la confrérie des Frères musulmans.

Ce document analyse avec acuité les étapes qui ont abouti au déclenchement de la guerre, et le refus catégorique du Hamas d'accepter les différentes trêves proposées par l'Egypte. Il explique la complexité du combat mené par un Etat démocratique contre une organisation terroriste dont les chefs n'ont aucun souci de leur propre population.

D'une indifférence mortelle et capables des pires lâchetés, les dirigeants du Hamas se cachent systématiquement derrière des boucliers humains dans des hôpitaux, des écoles, des mosquées.

Cette étude révèle la politisation des organismes onusiens, notamment la connivence de l'UNRWA avec le mouvement palestinien. Elle dévoile le réseau des tunnels d'attaque et surtout les efforts de l'Etat d'Israël pour respecter les lois internationales et enquêter lui-même sur les bavures et les défaillances.

Au moment où les Palestiniens lancent une campagne de délégitimation de l'Etat juif, tout en désirant créer leur propre Etat unilatéralement, sans négociation préalable, nous devrions focaliser l'attention des chancelleries et de l'opinion internationale sur les réalités du terrain et révéler au grand jour toute la vérité sur la dernière guerre de Gaza.

Freddy Eytan

Jérusalem, mars 2015

Les enjeux de la guerre de Gaza

Hirsh Goodman

Israël est profondément conscient de la complexité de la guerre dans la bande de Gaza, un territoire de 360 km², d'une superficie d'environ un tiers de la taille de l'Ile-de-France, peuplé de 1,82 millions d'habitants, dont 75 % vivent dans des zones urbanisées.

Les réalités cauchemardesques imposées au peuple de Gaza durant les 50 jours de la guerre, et notamment les 5 226 frappes aériennes contre des cibles du Hamas incorporées dans des infrastructures civiles, ne peuvent être ignorées. Toutefois, il faut reconnaître que le nombre des victimes palestiniennes aurait pu être beaucoup plus lourd si Israël n'avait pas été aussi expérimenté sur les conséquences de la guerre dans un environnement civil.



Une batterie du *Dôme de fer* israélien

Tandis que le Hamas a investi ses ressources dans le terrorisme et les tunnels de la terreur, Israël a développé le *Dôme de Fer*, un système efficace pour intercepter des missiles.

Avec un taux de précision de plus de 90 %, *Dôme de Fer* a intercepté avec succès des milliers de roquettes et de missiles dirigés sur des centres de la population israélienne. Il est terrible de constater que sans ce système, le bilan des victimes israéliennes aurait été infiniment plus élevé, sans parler des dommages causés sur les infrastructures.

La guerre de Gaza de l'été 2014 fut, sur plusieurs plans, déterminante pour Israël, surtout en ce qui concerne les objectifs destructeurs du Hamas.

Cette guerre n'a pas été voulue par Israël. Il aurait préféré l'éviter et il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour limiter les hostilités et aboutir à des cessez-le-feu avec l'aide de la communauté internationale. Israël a agi ainsi pour ne pas embraser la région, déjà explosive, et ce, au risque de laisser intacte l'infrastructure militaire et terroriste du Hamas.

C'est une guerre qui a éclaté à un moment délicat pour Israël. L'initiative américaine dirigée par le Secrétaire d'Etat John Kerry pour relancer le processus de paix entre Israël et l'Autorité palestinienne arrivait à sa fin le 14 mai 2014. Israël et les Etats-Unis furent surpris par Mahmoud Abbas qui annonça, tout de go, la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale avec le Hamas. Sans attendre, le Hamas a profité de la situation pour renforcer son influence en Cisjordanie, caractérisée par des manifestations anti-israéliennes, mais aussi des efforts constants pour planifier des opérations terroristes contre l'Etat Juif dans l'espoir de déstabiliser l'Autorité palestinienne et de perturber sa coopération sécuritaire avec Israël.

L'émergence du Hamas fut accompagnée d'une augmentation de la violence en Cisjordanie : tirs sporadiques, attentats à l'arme blanche, voiture bélier, et notamment des affrontements entre Arabes et policiers sur le Mont du Temple ont augmenté les craintes et ont été considérés comme potentiellement explosifs. Dans le nord du pays, sur le plateau du Golan, l'apparition de groupes djihadistes à proximité de la frontière avec la Syrie a ajouté au sentiment d'instabilité générale un risque réel d'embrasement.

Malgré une pluie constante de roquettes sur le territoire israélien, le gouvernement a préféré ne pas mener de représailles contre les lanceurs de roquettes et les infrastructures militaires du Hamas à Gaza. Israël ne voulait pas envenimer la situation en Cisjordanie ou à Jérusalem, ni agir d'une manière qui pouvait attirer l'attention sur le conflit avec les Palestiniens plutôt que sur les djihadistes de Syrie. Jérusalem ne souhaitait pas non plus ouvrir un autre front.

En outre, Israël a été parfaitement conscient de la complexité de la bataille à Gaza : forte densité de population, bouclier humain, abus des infrastructures civiles à des fins militaires et des questions juridiques et des droits de l'Homme qui compliquaient et aggravaient une guerre de grande envergure.



Roquettes tirées de Gaza, 15 juillet 2014

Dans l'esprit des responsables sécuritaires et politiques israéliens, la menace de roquettes en provenance de Gaza devait être traitée techniquement par la dissuasion sans se lancer dans une nouvelle confrontation.

D'aucuns estimaient qu'après l'échec des pourparlers de paix, le Hamas lancerait des roquettes pour prouver que l'Autorité palestinienne et son président Mahmoud Abbas se trompaient en engageant un processus de paix avec Israël.

Le Hamas avait aussi lié ses attaques à la levée du blocus maritime et à l'arrêt des restrictions sur les marchandises imposées après l'Opération *Pilier de défense* (novembre 2012), d'autant plus que les Frères musulmans n'étaient plus au pouvoir en Egypte depuis l'été 2013.

Le nouveau président égyptien Abdel Fattah el-Sissi avait détruit des centaines de tunnels qui avaient été une source de revenus considérable pour le Hamas à travers les impôts qu'il imposait aux creuseurs de tunnels.

La perte de ces recettes a aggravé la situation économique-financière dans la bande de Gaza. 42 000 fonctionnaires ne touchaient plus leur salaire et le chômage a augmenté de 46% (58% pour les moins de 30 ans). Le PIB par habitant fut réduit de moitié par rapport à celui de la Cisjordanie, avec une moyenne de 4 dollars par jour.

Ces réalités économiques, combinées à la cruauté du Hamas envers ceux qui ne respectent pas la charia, ont conduit à un mécontentement populaire contre le régime.

De fait, il était impératif pour le Hamas de focaliser l'attention ailleurs, à savoir de relancer les tirs de roquettes sporadiques contre l'Etat Juif et d'utiliser les tunnels pour prendre en otages des Israéliens.

La dynamique a pris une mauvaise tournure lorsque, dans la nuit du 12 juin 2014, des terroristes du Hamas en Cisjordanie, ont enlevé trois adolescents israéliens près de Goush Etzion. Le plan de l'enlèvement avait été conçu et orchestré par un haut responsable du Hamas, expulsé en 2010 vers la Turquie.

Pour localiser les adolescents kidnappés et appréhender les auteurs de cet enlèvement, les forces de défense israéliennes ont entrepris un important déploiement avec des opérations de ratissage contre des activistes, des récidivistes et contre des institutions du Hamas en Cisjordanie. Trois jours plus tard, le 15 juin 2014, quatre roquettes furent tirées depuis Gaza sur Ashkelon, une ville israélienne au nord de la bande de Gaza. Deux de ces missiles ont été interceptés par le système *Dôme de Fer* ; deux autres sont tombés dans des terrains vagues, ne causant aucun dommage ni victime.

Quatre jours plus tard, le 19 juin 2014, cinq membres d'une unité spéciale du Hamas étaient tués lors de l'effondrement d'un tunnel dans le sud de Gaza.

Le Shin Beit avait mis en garde contre une attaque imminente dans un kibboutz de la région, prévue pour la fin de juin-début juillet. Israël avait bombardé ce tunnel dans l'espoir de le détruire. Son effondrement avait, nul doute, contrecarré la tentative d'enlèvement.

Le 30 juin 2014, les corps des trois adolescents israéliens ont été retrouvés dans une fosse au nord d'Hébron. Il s'est avéré qu'ils avaient été enlevés puis assassinés par des membres de la famille Qoeïsima, connue pour ses liens étroits avec le Hamas et ses activités terroristes meurtrières pendant la Deuxième Intifada.

Le 2 juillet 2014, à Jérusalem, un jeune Palestinien âgé de 16 ans, Mohamed Ahmed Khdeir, est enlevé puis brûlé vif dans une forêt de Jérusalem. Quatre jours plus tard, la police israélienne arrête 6 suspects juifs, qui avoueront être motivés par la vengeance des trois adolescents israéliens assassinés.



Benjamin Nétanyahou aux funérailles d'Eyal, Naftali et Gilad, les adolescents enlevés et assassinés par le Hamas, 1^{er} juillet 2014

C'est le cycle de la violence en Cisjordanie et à Jérusalem, notamment sur le mont du Temple. Il fallait à tout prix apaiser les esprits et espérer que la diplomatie agisse pour prévenir les hostilités et régler la situation explosive dans les Territoires. Le 6 juillet 2014, le Premier ministre Netanyahu déclarait : *« L'expérience du passé a montré que pendant des moments tendus de crise, nous devrions agir de manière réfléchie et responsable et non pas à la hâte »*.



Le Premier ministre Benjamin Nétanyahou, le ministre de la Défense Moshé Yaalon et le chef d'état-major de Tsahal Benny Gantz en conférence de presse, le 27 août 2014 (AP/Scheiner)

Des observateurs pensaient aussi que le Hamas ne souhaitait pas de guerre d'envergure et voulait sortir de sa quarantaine pour obtenir des gains politiques et économiques. Cependant, avec l'aide d'experts, d'armes, de fonds, le soutien et les encouragements de l'Iran, de la Turquie, du Qatar et des Frères musulmans, le Hamas a élaboré une nouvelle stratégie permettant de frapper Israël.

Il a construit une force de combat avec tous les éléments d'une armée régulière : une structure hiérarchique de commandement divisée en six brigades régionales avec des capacités de commandement et de contrôle sophistiquées, des unités telles que des hommes-grenouilles et des parachutistes, du matériel de détection thermique, des missiles antichars et antiaériens, et surtout la construction de 32 tunnels d'attaque.

Le Jihad islamique palestinien fut également intégré au Hamas et ces deux forces pouvaient compter sur 32 000 hommes qualifiés, bien équipés, totalement dévoués dans le combat contre Israël. De fait, l'armée du Hamas dans la bande de Gaza constituait désormais la plus grande menace d'attentats-suicide dans le monde.

Toutefois, le Hamas avait sous-estimé les intentions israéliennes. Il pensait qu'Israël serait tellement découragé par l'opinion publique internationale que, finalement, il céderait à ses exigences. Il mésestimait la capacité d'Israël à mener une longue bataille de plus de 50 jours. Israël aussi a initialement sous-estimé la menace des tunnels de terreur du Hamas.

Pour n'importe quel observateur objectif, c'est bien le Hamas, et non pas Israël, qui devrait être sur la sellette dans l'opinion mondiale. C'est bien le Hamas, et non pas Israël, qui devrait faire l'objet d'indignation de la part des associations et autres ONG des droits de l'Homme. Elles accusent Israël de mener une guerre disproportionnée, tout en restant indifférentes aux abus horribles perpétrés par le Hamas contre son propre peuple.

Condamner Israël en ignorant les crimes de guerre et les crimes contre l'Humanité commis par le Hamas équivaut à encourager le terrorisme. Aucune guerre n'est parfaite, elles sont toujours sales et laides. Mais la perversion de la vérité est cependant dangereuse.

Il serait facile de répertorier ici les dommages collatéraux causés par une coalition occidentale dans ses combats en Irak, en Libye, en Afghanistan et dans d'autres lieux éloignés, où des milliers de civils innocents furent victimes de dommages collatéraux, où des écoles et des hôpitaux ont été détruits par inadvertance.



Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU
a condamné Israël le 23 juillet 2014, sans faire mention du Hamas

Israël ne cherche pas de faire de comparaisons ni à présenter d'excuses pour sa conduite au cours de l'Opération *Bordure Protectrice*. Au contraire, il regarde sereinement la réalité en face. Il a accueilli les médias et les attachés militaires des armées étrangères afin qu'ils apprennent de l'expérience de Tsahal sur la façon de limiter les pertes civiles dans des circonstances intenable.

Vaincre le Hamas ne se fait pas seulement par la force militaire. C'est aussi en rendant le Hamas responsable de ses crimes de guerre, de ses crimes contre l'Humanité, et par des processus libres et démocratiques qui permettront au peuple de Gaza de choisir un avenir meilleur pour lui-même, au lieu de subir une réalité dévastatrice que lui impose le Hamas.

Ainsi, nous pourrions échapper à une nouvelle guerre et éviter un autre cycle d'effusion de sang. C'est bien le principal message de la guerre de Gaza de l'été 2014.

La vérité sur la guerre de Gaza

Dore Gold

La dernière guerre de Gaza a commencé purement et simplement par des actes d'agression du Hamas et des attaques à la roquette contre des villes et des villages israéliens. Au fil des années, la version palestinienne a pris le dessus et a capté l'attention des observateurs occidentaux malgré ses contre-vérités et la désinformation du récit palestinien.

Le Premier ministre du Hamas, Ismaël Haniyeh, a même avoué que son narratif marchait bien. Lors d'une intervention diffusée le 29 août 2014 sur la chaîne qatarie *Al-Jazeera*, Haniyeh affirme sans ambages : *« Nous avons réussi, notre récit a pris le dessus ! »*^[1]

Le chef du Hamas a également expliqué sans scrupule que *« les médias palestiniens et tous leurs partisans œuvraient parfaitement dans ce sens en connivence avec les correspondants étrangers assoiffés de nouvelles sur le terrain. »*

Cette version de la guerre fut diffusée dans la presse mondiale ainsi que par les organisations internationales et les ONG. En réalité, ce qui s'est passé pendant la guerre a été remplacé par une présentation très subjective adaptée aux intérêts du Hamas, puis habilement vendue aux faiseurs d'opinion du monde entier.

Ils avaient complètement oublié qu'Israël s'est retiré de façon unilatérale, en 2005, de chaque centimètre carré de la bande de Gaza. Au lieu de l'accalmie, ou du moins de la diminution des lancements de roquettes, les tirs ont grimpé de plus de 500% les années suivantes.

Deux ans plus tard, en 2007, le Hamas a violemment arraché le pouvoir à l'Autorité palestinienne et s'est installé à Gaza.

Lors de la dernière guerre de Gaza de l'été 2014, le Hamas ne voulait pas mettre fin aux hostilités et a poursuivi ses attaques sans relâche, bien qu'Israël ait accepté 11 propositions de cessez-le-feu.

Cette étude tente d'expliquer les anomalies et la désinformation mensongère de la propagande du Hamas dans l'espoir que la communauté internationale prenne enfin en considération la réalité israélienne sur le terrain. Voici les principaux aspects et arguments que le Hamas a réussi à propager dans l'opinion internationale :

1. L'ampleur de la menace pour Israël

D'aucuns ont affirmé que l'ampleur de la menace pour Israël n'était pas si grave. Les roquettes lancées sur la population israélienne ont été qualifiées par le *Guardian* de « *feux d'artifice* »^[2] en raison de l'efficacité du système d'interception israélien *Dôme de Fer*. La menace constituée par le réseau des tunnels d'attaque fut aussi minimisée.



Appartement détruit par une roquette à Rishon-le-Zion (Alster/Flash 90)

Pourtant, les tunnels ont présenté une dimension nouvelle et sérieuse dans ce conflit. Le Hamas a investi des millions de dollars pour que ses combattants s'infiltrèrent par cette voie en territoire israélien.

Il s'agissait bien d'une menace existentielle pour les résidents de la région car le Hamas aurait pu installer des centaines d'hommes armés, voire des milliers de combattants, dans ces tunnels pour lancer des opérations contre notre population civile.

Il est difficile d'imaginer que le complexe des tunnels bétonnés et équipés d'instruments de combat a été construit pour la contrebande et seulement pour une petite poignée de terroristes.^[3]



Le Hamas a mis des années à construire ses tunnels de terreur

2. Le Hamas est devenu « modéré »

Au sein de la communauté internationale on avait la pleine conviction que le Hamas était devenu plus modéré et qu'il était en train de devenir un partenaire diplomatique légitime. Et ce, malgré le fait qu'il avait été désigné comme une organisation terroriste internationale par les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne.

Cette nouvelle approche soulève plusieurs questions sur les objectifs stratégiques réels du Hamas. Est-il une organisation palestinienne cherchant à résoudre le conflit et à créer un Etat palestinien aux côtés de l'Etat Juif ? Ou au contraire, étant membre de la confrérie des Frères musulmans, partie intégrante d'un mouvement djihadiste plus vaste, lié à l'Iran, son but va-t-il bien au-delà de la bande de Gaza ?

Cette dernière question est un véritable enjeu pour les perceptions internationales. Comment percevoir le régime du Hamas dans la bande de Gaza ? Est-il vraiment un petit mouvement politique isolé face à un puissant Israël ? Ou bien une partie intégrante de la mouvance islamiste, soutenu par des alliés régionaux qui ont pour but de vaincre Israël et de menacer l'Occident dans son ensemble ?

Rappelons que dans le passé, Israël avait été perçu comme un minuscule Etat d'une soixantaine de kilomètres de large (avec la Cisjordanie) face à des voisins hostiles à la superficie 600 fois plus élevée. L'image d'Israël était-elle ainsi perçue ? A-t-elle changée depuis ?

En réalité, le Hamas a accueilli sur son territoire de nombreuses organisations terroristes, notamment des groupes comme le Jihad islamique palestinien, allié de Téhéran. Le régime à Gaza n'a jamais été isolé. Il a bien reçu une formation et des armes de l'Iran et de la Syrie.

Le Qatar, devenu une plaque tournante pour les groupes mondiaux djihadistes, fournit une aide financière énorme. Et récemment, le Hamas a créé un centre opérationnel en Turquie, dont l'objectif était de planifier des attentats en Cisjordanie.

Si le Hamas s'était transformé en un mouvement politique pragmatique, comme certains le pensent en Occident, on peut alors se demander pourquoi une option diplomatique n'a pas été tentée ? Avant la dernière guerre, des voix se sont élevées au sein de la Chambre des Communes britannique, et même parmi d'anciens fonctionnaires américains, appelant à un dialogue politique ouvert avec le Hamas. De nombreux observateurs israéliens avaient supposé, à tort, que le gouvernement avait manqué une occasion diplomatique.

Ironie du sort, alors que l'Occident débattait pour savoir si le Hamas était devenu plus modéré, les services de renseignement égyptiens étaient convaincus que le mouvement palestinien avait des liens très étroits avec Ansar Beit al-Maqdis, un groupe djihadiste installé dans le Sinaï qui s'est joint ultérieurement à Daesh.

L'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis ont eux aussi déterminé que les Frères musulmans, confrérie mère du Hamas, était une organisation terroriste qu'il fallait mettre hors-la-loi dans leurs pays.



Le Hamas procède à des exécutions en place publique (Reuters)

Lorsque le Hamas a exécuté en place publique 22 résidents de Gaza, dont deux femmes, pour collaboration présumée avec Israël, certains commentateurs^[4] dans les principaux journaux arabes ont commencé à comparer les méthodes barbares du Hamas à celles de Daesh.^[5]

3. Le nombre de civils palestiniens tués

Les rapports sur les victimes dans la bande de Gaza durant la guerre ont évidemment alimenté la propagande palestinienne. La plupart des observateurs supposait que les chiffres de l'ONU sur la situation à Gaza étaient exacts et qu'ils pouvaient être diffusés sans vérification préalable, comme ce fut le cas avec le Commissaire de la protection des droits de l'Homme, Navi Pillay, qui prétendait que « 74 % des Palestiniens tués étaient des civils ».^[6]

Ce chiffre n'était pas du tout crédible et il était irresponsable de sa part de donner le pourcentage de morts civils quand la guerre de Gaza faisait encore rage et que personne ne savait ce qui se passait réellement sur le champ de bataille.

Pourtant, la BBC et CNN ont osé diffuser ces chiffres^[7] donnés directement par des sources du Hamas. Par leur conduite, les responsables de l'ONU et des médias ont faussé toutes les données sur le rapport entre combattants et civils tués pendant la guerre de Gaza^[8]. De nombreuses victimes, identifiées au départ comme des civils, n'étaient en fait que des combattants du Hamas.^[9]

A la fin de la guerre, le directeur de la BBC a mis en garde les journalistes et exigé une « *prudence nécessaire dans la diffusion des statistiques et de chiffres multirisques.* » La BBC a cité un officiel israélien expliquant que « *le nombre des victimes diffusé par l'ONU était uniquement basé sur les communiqués du ministère palestinien de la Santé, un organisme géré par le Hamas.* »^[10]



Des enfants utilisés comme boucliers humains par le Hamas

D'importants organes de presse n'ont malheureusement pas vérifié préalablement ces chiffres et ont accepté la version palestinienne sans aucune contrainte. Aucun effort n'a été fait de leur part pour examiner quelques questions fondamentales, comme de savoir si les victimes étaient des civils ou des militaires. Le Hamas avait-il utilisé des femmes et des enfants comme boucliers humains ? Avait-il placé ses rampes de lancement dans des quartiers résidentiels ?

Pourquoi les médias et la communauté internationale ont-ils sous-estimé les efforts inlassables d'Israël pour limiter les pertes civiles et alléger les souffrances des Palestiniens dans la bande de Gaza ?

Israël n'a-t-il pas fourni une très importante aide humanitaire alors même que la guerre faisait rage et que les camions de transport étaient sous le feu des bombes ?^[11]

Pourtant, l'Office des Nations-Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA) a publié, le 22 juillet 2014, un rapport terrifiant et troublant prétendant « *qu'un enfant est tué toutes les deux heures dans la bande de Gaza* ». Cette information est-elle fiable ? Le lendemain, l'OCHA publiait une note qualifiant son rapport « *d'informations préliminaires* » et « *sous réserve de modifications issues de nouvelles vérifications.* »^[12]

Les organisations internationales auraient dû faire preuve d'une extrême prudence sachant, comme l'histoire des conflits armés nous l'apprend, combien il est facile de tromper la communauté internationale : en 1992, des dirigeants musulmans bosniaques avaient affirmé que la guerre avait fait chez eux plus de 250 000 tués, avant que des enquêtes ne viennent prouver que ce chiffre était exagéré.^[13]

Il a fallu de longues années pour comprendre ce qui s'était exactement passé dans les Balkans et avoir une image fidèle et crédible des victimes sur le champ de bataille. Cependant, pour la guerre de Gaza, les agences de presse se sont précipitées pour diffuser des informations non vérifiées sans même attendre ne fût-ce que 24 heures.

4. L'usage disproportionné de la force

La récente guerre dans la bande de Gaza a aussi été une bataille juridique avec des accusations infondées selon lesquelles Israël avait commis des « crimes de guerre » contre la population palestinienne. De façon ironique, le Hamas a mis en place un service juridique, *al-Tawthiq* (documentation) afin d'ajouter foi à ses revendications.

En 2009, le Conseil des droits de l'Homme avait formé une commission d'enquête dirigée par le juge Richard Goldstone. Au départ, le rapport Goldstone avait accusé les Forces de Défense israéliennes d'avoir délibérément tué des civils innocents lors de l'Opération *Plomb Durci*. Et voilà que deux ans plus tard, Goldstone se rétractait et publiait un *mea culpa* dans le *Washington Post*.^[14]



Le juge Goldstone est revenu sur son rapport biaisé sur Gaza (AP/Trezzini)

Les arguments juridiques favorables à la position du Hamas ont joué un rôle important dans l'accusation selon laquelle Israël avait usé d'une force « disproportionnée » car le nombre de blessés israéliens était plus faible que dans le camp palestinien. Ces chiffres ont conduit les organisations de droits de l'Homme comme Amnesty International à affirmer que l'armée israélienne avait prouvé « une indifférence et une insensibilité » à l'égard des civils lors des frappes aériennes dans la bande de Gaza.^[15]

Les nombreux commentateurs qui avaient utilisé le terme « proportionnalité » supposaient qu'en matière juridique Israël répondrait avec des armes équivalentes, transportant la même quantité d'explosifs, comme ceux utilisés par les roquettes du Hamas. Selon cette interprétation simpliste et absurde, si le Hamas lance des roquettes Qassam, eh bien Israël ne devrait riposter qu'avec des roquettes Qassam.



Munitions iraniennes destinées au Hamas

Mais voilà qu'Israël, contrairement au Hamas qui utilise des boucliers humains, a investi énormément dans la défense civile et cet investissement a bien entendu empêché des tragédies et des pertes spectaculaires.

Comment expliquer qu'une résidence civile où le Hamas avait intentionnellement stocké ses roquettes et ses explosifs n'est pas devenue automatiquement une cible militaire légitime ? Installer ses forces armées et ses armes dans des zones civiles n'est-il pas un crime de guerre ? Comment définir une structure civile qui devient une cible militaire légitime ?

Dans un rapport paru en 2001, Amnesty International avait indiqué que « *les biens civils peuvent être attaqués quand ils sont utilisés pour tirer sur les forces israéliennes.* » Et ce rapport précise : « *ces lieux civils retrouveront leur propre statut dès qu'ils arrêteront de servir de tremplin d'attaque* ».

Concernant le stockage de roquettes et de missiles fabriqués localement dans une maison civile ou reçus d'Iran, les directives de la Marine américaine sont claires : « *un mauvais usage des lieux protégés à des fins militaires rend légitime des attaques* ». ^[16] Israël pense de même. ^[17]

Il est à noter que le Bureau du Secrétaire général de l'ONU a publié le 23 juillet 2014, au moment où la guerre faisait rage, une note indiquant qu'il admettait le stockage d'armes dans les écoles non administrées comme « *cibles militaires potentielles*. » ^[18]

Soulignons que la conduite d'Israël dans l'élimination des sites de stockage de missiles ou des chefs militaires du Hamas présents dans des bâtiments civils était tout à fait légale.

L'armée israélienne est allée bien au-delà de ce qui a été légalement requis. Elle a déployé un système efficace de mise en garde pour communiquer directement avec la population civile de Gaza. Ces avertissements comprenaient des tracts et des messages précis en langue arabe destinés à chaque individu et famille.

Le 8 juillet 2014, le porte-parole du Hamas, Sami Abou Zouhri, a expliqué dans une interview à la chaîne al-Aqsa TV que la tactique d'installer des civils dans des sites ciblés par Israël avait bien fait ses preuves. Il a appelé les Palestiniens à suivre cette méthode : « *Nous demandons à notre peuple d'adopter cette politique afin de protéger les maisons palestiniennes* ». ^[19]

Dans la même veine, soulignons que le ministère de l'Intérieur du Hamas avait appelé la population à ignorer les avertissements israéliens et à ne pas évacuer les maisons.

Tous ces arguments n'ont malheureusement pas été relevés par les médias occidentaux. Bien au contraire, il y a eu une réticence à accepter la version israélienne des événements. Par exemple, le 23 juillet 2014, CNN a cité un responsable d'une ONG qui affirmait qu'« *il serait impossible à ce stade de dire si l'argument de bouclier humain est valable*. » ^[20]

En bref, l'armée israélienne n'a jamais été insensible à la détresse des Palestiniens ni à leurs besoins humanitaires dans la bande de Gaza. Tsahal est une armée qui fonctionne selon un code de conduite et une moralité exemplaires face à une organisation terroriste immorale cherchant à mettre en danger des civils israéliens et palestiniens. Cette attitude de l'armée israélienne est appréciée par des officiers américains et britanniques ayant connu auparavant toutes les manipulations des terroristes durant les autres théâtres de guerre comme en Afghanistan.

5. Le siège de Gaza et la famine de la population

Durant toute la guerre, le Hamas a affirmé avec force qu'en dépit du retrait israélien de toute la bande de Gaza en 2005, ce territoire était toujours sous occupation militaire car Israël y maintenait un blocus maritime. Soulignons qu'Israël avait depuis arraisonné de nombreux navires transportant des armes et des munitions destinées au Hamas.

Les Palestiniens accusaient également Israël d'avoir affamé la population civile, justifiant ainsi l'envoi de flottilles parrainées par certains pays, dont la Turquie.



Supermarché palestinien à Gaza en 2011 (AP/Hatem Moussa)

Pendant la guerre de Gaza de 2014, l'image d'une « population affamée » fut également diffusée par des universitaires et des chercheurs. Le 19 juillet 2014, dans le *Boston Globe*, Sara Roy de l'Université d'Harvard a écrit que le « *blocus économique est destructeur* » et que cette situation, selon son analyse, était « *délibérée et planifiée par Israël* ». Fawaz Gerges de la London School of Economics a déclaré à la BBC que « *le Hamas est fondamentalement forcé de choisir entre la mort par inanition... et la lutte jusqu'au bout.* »^[21]

Cependant, il existe aussi d'honnêtes journalistes qui ont décrit une image tout à fait différente que celle rapportée par certains médias et universitaires. Ainsi, Janine Zacharia du *Washington Post* précisait que « *dans l'artère principale de la ville de Gaza, la rue Salah al-Din, les étalages des épiceries sont remplis de marchandises en provenance d'Israël, dont des yaourts frais et des produits alimentaires acheminés clandestinement par l'Egypte. Les pharmacies aussi ont été bien fournies en médicaments.* »^[22]

Le blocus naval israélien était nécessaire car les navires iraniens auraient pu renforcer massivement l'arsenal militaire et le stock de missiles à longue portée du Hamas. Le siège maritime est un instrument de défense légitime. Il a été maintes fois utilisé par l'ONU contre Saddam Hussein, et par l'OTAN contre la Yougoslavie. L'armée israélienne a permis durant la guerre l'entrée de plus de 6 000 gros camions transportant une aide humanitaire à Gaza.



Du matériel médical est transféré à Gaza

Ne nous y trompons pas : la guerre imposée par le Hamas a bien entendu créé de grandes difficultés aux Palestiniens. Ils ont fait face à une réalité abominable à cause de la politique suicidaire du Hamas. Cette politique a également posé un grand défi et de nombreux dilemmes difficiles à l'armée israélienne.

Israël aurait pu répondre aux tirs de roquettes en ripostant aveuglement comme l'armée russe l'avait fait en Tchétchénie pendant les années 1990, mais Israël a refusé catégoriquement de suivre cette option.

Tsahal aurait pu aussi baisser les bras et renoncer à combattre les terroristes en raison de la présence de civils palestiniens dans des zones où des roquettes étaient stockées et lancées. Mais ce choix aurait encouragé le Hamas à tuer des Israéliens sans impunité. Aucun gouvernement israélien ne l'aurait accepté.

La troisième option, qu'Israël a finalement adoptée, était de chercher à éloigner les civils palestiniens des zones où le Hamas opérait. Israël a ensuite détruit les infrastructures militaires et les rampes de lancement de missiles, ainsi que le réseau de tunnels.

Les Occidentaux devraient enfin comprendre que l'Etat juif a affronté durant cette guerre de 50 jours un mouvement terroriste immoral dont l'objectif était de viser des civils innocents vivant dans un Etat démocratique. Malgré toutes les difficultés et les contraintes, Israël avait le devoir de les protéger et de les défendre.

Notes

^[1] Ismaël Haniyeh : Global Media Information, *MEMRI*, 29 août 2014 :

http://www.MEMRI.org/clip_transcript/en/4476.htm et vidéo :

<https://www.youtube.com/watch?v=EBOtBO2EFoM>

^[2] « La guerre à Gaza », *The Gardian*, 21 juillet 2014 :

<http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/Jul/21/Guardian-View-futile-War-Gaza>

^[3] « Le réseau de tunnels du Hamas », Forces de Défense israéliennes, 26 juillet 2014 :

<http://www.idfblog.com/blog/2014/07/26/Price-Hamas-underground-Terror-Network/>

^[4] « Le Hamas tue 22 "collaborateurs" », *Times of Israël*, 22 août 2014 :

<http://www.timesofisrael.com/Hamas-said-to-Kill-11-suspected-collaborators/>; « Gaza : exécutions sommaires contre des "informateurs" » Amnesty International, 22 août 2014 :

<http://www.amnesty.org/en/news/hamas-must-end-summary-executions-informers-face-firing-squad-2014-08-22>

[5] « Après les exécutions à Gaza, des Arabes accusent le Hamas de se conduire comme Daesh », *MEMRI*, revue n°5839, 10 septembre 2014 : <http://www.MEMRI.org/report/en/0/0/0/239/0/8142.htm>

[6] Déclaration de Navi Pillay, Haut Commissaire des droits de l'Homme, 23 juillet 2014 :

<http://www.ohchr.org/en/Newsevents/pages/displaynews.aspx?newsid=14893&langId=E>

[7] « U.N. : Un enfant tué à Gaza toutes les deux heures », *CBS News/AP*, 23 juillet 2014 :

<http://www.cbsnews.com/News/Palestinian-Child-Killed-every-2-hours-in-Gaza-un-Israel-Hamas>

[8] « "Guerre des victimes": le ministère de l'Intérieur dans la bande de Gaza contrôlé par le Hamas a émis un avertissement à ne pas divulguer les pertes des terroristes tués lors de l'Opération Bordure Protectrice », *Intelligence and Terrorism Information Center*, 6 août 2014 : <http://www.Terrorism-info.org.il/en/article/20698>

[9] « Le Hamas reconnaît que 600 à 700 de ses hommes ont été tués durant l'Opération Plomb Durci », *Haaretz*, 9 novembre 2010 : <http://www.Haaretz.com/News/Diplomacy-Defense/Hamas-Admits-600-700-of-its-Men-were-killed-in-Cast-Lead-1.323776>

[10] Anthony Reuben, « Attention aux chiffres multirisques », *BBC News*, 11 août 2014 :

<http://www.BBC.com/News/World-Middle-East-28688179>

[11] « L'aide humanitaire à Gaza se poursuit », Israël, Ministère des Affaires étrangères, 27 août 2014 :

<http://MFA.gov.il/MFA/ForeignPolicy/Peace/Humanitarian/pages/Israeli-Humanitarian-Aid-continues-10-Jul-2014.aspx> « Malgré les bombes, le passage de Kerem Shalom est resté ouvert durant l'opération militaire. Le flux de marchandises et de carburant vers la bande de Gaza s'est poursuivi. (8 juillet) ; 5779 camions sont entrés dans la bande de Gaza via le passage de Kerem Shalom. Ils transportaient des vivres, des médicaments et du matériel d'urgence médical. » Voir aussi « l'aide civile à Gaza », ministère de la Défense, 27 août 2014 :

<http://mfa.gov.il/MFA/ForeignPolicy/Peace/Humanitarian/Documents/ProtectiveEdgeAid.pdf>

[12] « Territoire palestinien occupé : rapport du 22 juillet 2014 de l'Office des Nations-Unies pour la Coordination des affaires humanitaires (OCHA) » :

http://www.ochaopt.org/documents/ocha_opt_sitrep_23_07_2014.pdf

[13] Une étude menée par le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, estimant le nombre des personnes tuées. Ainsi qu'une deuxième étude publiée par des chercheurs américains. (New York : Oxford University Press, 2013), pp. 3-4.

[14] Richard Goldstone, « Reconsidérer le rapport Goldstone sur les crimes de guerre d'Israël », *Washington Post*, 1er avril 2011 : http://www.washingtonpost.com/opinions/Reconsidering-the-Goldstone-Report-on-Israel-and-war-crimes/2011/04/01/AFg111JC_story.html

[15] Jodi Rudoren, « Amnesty International affirme qu'Israël a montré une "indifférence impitoyable" à Gaza », *New York Times*, 4 novembre 2014 :

http://www.nytimes.com/2014/11/05/World/middleeast/Amnesty-International-Says-Israel-showed-Callous-indifference-to-Gaza-civilians.html?_r=0

[16] « Protection des civils contre des attaques militaires, Comité International de la Croix-Rouge » :

https://www.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v2_rul_rule10

[17] *Ibid.* : https://www.icrc.org/Customary-IHL/eng/docs/v2_rul_rule10

[18] Centre des informations de l'ONU, « rencontre à Jérusalem du Secrétaire Général avec des responsables israéliens », 23 juillet 2014 :

<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=48328#.VLNI-XsITu0>

[19] « Le porte-parole du Hamas encourage les habitants de Gaza à servir de boucliers humains », *MEMRI*, 8 juillet 2014 : <http://www.memritv.org/clip/en/4340.htm> . Voir aussi « le Hamas utilise des civils de Gaza comme boucliers humains pour empêcher l'aviation israélienne d'attaquer », *Intelligence and Terrorism Information Center*, 10 juillet 2014 : <http://www.terrorism-info.org.il/en/Hamas/2014?page=9>

[20] Michael Martinez, « Le Hamas et les boucliers humains, une réponse compliquée et controversée », *CNN*, 23 juillet 2014 : <http://edition.cnn.com/2014/07/23/world/middleeast/human-shields-mideast-controversy/>

[21] Frank Gardner, « Pourquoi est-il difficile d'aboutir à une trêve ? », *BBC*, 22 juillet 2014 :

<http://www.bbc.com/news/world-middle-east-28430281>

[22] Janine Zacharia, « A Gaza, le train de vie quotidien », *Washington Post*, 3 juin 2010 :

<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/06/02/AR2010060204687.html>

Chronologie d'une guerre de 50 jours

Daniel Rubenstein

Au début du mois de juillet 2014, le Hamas a intensifié les tirs de roquettes contre des villes et des villages israéliens et l'aviation israélienne y a répondu, en représailles, par des raids ciblés dans la bande de Gaza.

Le gouvernement israélien avait refusé l'escalade de la guerre et fait comprendre aux Palestiniens que dès l'arrêt des tirs de roquettes, il n'aurait aucune raison de lancer des raids. Le Hamas a fait la sourde oreille et a continué ses attaques de plus belle. Les habitants du sud d'Israël vivaient sous la menace constante de ces roquettes, tout en ayant seulement 15 secondes pour trouver un abri dès l'instant où la roquette était tirée.

Israël se trouvait dans l'obligation d'assurer la sécurité de sa population et le 8 juillet 2014, il lança l'opération *Bordure Protectrice*. Son objectif était de rétablir le calme dans le sud du pays et d'obliger le Hamas à arrêter le lancement des roquettes, sinon il paierait un lourd tribut.

Durant une dizaine de jours, l'armée israélienne s'est limitée à des raids ciblés de l'aviation. Le 17 juillet 2014, suite à la découverte de tunnels d'attaque, Tsahal a lancé une incursion terrestre de grand envergure afin de localiser les souterrains qui débouchaient vers le territoire israélien et de les détruire.

Le Hamas a construit un réseau de tunnels pour attaquer la population civile israélienne. Ce réseau était une vraie ville souterraine avec des dizaines d'ouvertures situées à travers Gaza. Le Hamas utilisait ces tunnels comme caches d'armes, bunkers, centres de commandement, voies pour le déplacement d'armes et de terroristes et comme sites de lancement de roquettes. Certains de ces tunnels menaient directement depuis Gaza aux villages israéliens situés près de la frontière. Ils permettaient aux terroristes d'infiltrer le pays puis de kidnapper et d'attaquer des civils israéliens. Les habitants du sud d'Israël vivaient dans la peur constante qu'à tout moment, un terroriste émerge de l'un des tunnels et kidnappe ou tue leurs enfants ou leurs voisins.

Le 5 août 2014 Tsahal acheva sa mission et se retira de la bande de Gaza. Mais voilà que le Hamas refusa d'accepter un cessez-le-feu et poursuivit ses tirs. Les hostilités se poursuivront durant une cinquantaine de jours.

Le 26 août, après 11 violations de cessez-le-feu, le Hamas accepta enfin la trêve mais aucune de ses exigences préalables ne fut acceptée : ni la construction d'un aéroport, ni celle d'un port maritime, ni l'ouverture illimitée des frontières ou la libération de détenus.

Au cours de l'opération *Bordure Protectrice*, 4 564 roquettes ont été tirées sur Israël ; 3 641 ont frappé le pays et 735 ont été interceptées par le système de défense *Dôme de Fer*.

Ce chapitre retrace brièvement les événements majeurs de la guerre de Gaza de l'été 2014.

8 juillet : En réponse aux attaques du Hamas, l'armée israélienne déclenche l'Opération *Bordure Protectrice*. Des commandos du Hamas s'infiltrèrent par la mer et tentent de pénétrer dans le kibboutz Zikim.^[1] Des roquettes frappent Tel-Aviv, Jérusalem et Hadera (100 km de la bande de Gaza).

La première phase de l'opération israélienne consiste en des frappes aériennes contre des cibles terroristes à Gaza : caches d'armes, centres de commandement, points de rassemblement des terroristes, sites de fabrication d'armes, de lancement de roquettes, etc.

Dix jours après le début de l'opération, Tsahal a identifié 13 terroristes armés qui avaient infiltré Israël par un tunnel creusé depuis Gaza. Ce soir-là, Tsahal a lancé une nouvelle phase de l'opération *Bordure Protectrice*.

D'importantes forces de l'infanterie, des blindés, de l'artillerie, du génie militaire et du Renseignement sont entrées dans la bande de Gaza, marquant ainsi le début de la phase terrestre de l'opération.

9 juillet : Des missiles sont lancés sur Zichron Yaakov, située à 120 km de Gaza.

13 juillet : Tsahal lance des tracts sur la bande de Gaza avec des instructions précises d'évacuation de certaines zones résidentielles. Le Hamas exhorte les Palestiniens d'ignorer les avertissements de l'armée israélienne.



Copie d'un tract envoyé par Tsahal sur Beit Lahia, dans la bande de Gaza

15 juillet : Des roquettes frappent la ville balnéaire d'Eilat. Dès 9h du matin, Israël accepte un cessez-le-feu négocié par la médiation égyptienne. Tsahal arrête toute activité militaire dans la bande de Gaza. Au cours des six heures suivantes, le Hamas poursuit ses attaques et tire 50 roquettes sur Israël. A 15h, l'armée israélienne reprend ses opérations à Gaza.



Attaque à la roquette sur Eilat

16 juillet : Tsahal lance à nouveaux des tracts d'avertissement.

17 juillet : 13 combattants palestiniens s'infiltrèrent en territoire israélien en émergeant d'un long tunnel creusé depuis le sud de la bande de Gaza.^[2] Les terroristes, lourdement armés de RPG et de fusils d'assaut, s'apprêtaient à commettre un massacre. Tsahal réussit à déjouer leur attaque et sauve d'innombrables vies israéliennes. Ce jour là, Tsahal accepte, à la demande de l'ONU, une trêve humanitaire qui ne durera que 5 heures car le Hamas poursuit ses tirs de mortiers et de roquettes. Pendant cette journée, le Hamas a tiré plus d'une centaine de roquettes sur Israël.

Dans la soirée, Tsahal intercepte un drone du Hamas qui survolait la ville d'Ashkelon.

Tard dans la nuit, l'armée israélienne lance une opération terrestre de grande envergure après avoir largué des tracts dans 14 secteurs de Gaza. Depuis le début des hostilités, 1 500 roquettes et missiles avaient été lancés contre les villes et des villages israéliens.

19 juillet : Des terroristes du Hamas s'infiltrèrent à nouveau dans trois parties distinctes. L'une des unités du Hamas émerge d'un tunnel, ses hommes revêtus de l'uniforme de l'armée israélienne. Un RPG est tiré contre une jeep, tuant deux officiers.



Armes transportées par des tunnels du Hamas

20 juillet : Israël accepte une nouvelle trêve de deux heures à la demande de la Croix-Rouge. Quarante minutes après le début de cette trêve, le Hamas lance des roquettes. Cependant, Tsahal ne riposte pas et prolonge le cessez-le-feu de plus de deux heures.

21 juillet : Deux unités du Hamas s'infiltrèrent par la voie des tunnels.^[3] Ils sont rapidement ciblés par l'armée de l'Air. Le ministre de la Défense Moshé Yaalon déclare : « *Nous sommes prêts à continuer l'opération aussi longtemps que nécessaire, jusqu'au jour où le calme s'instaurera le long de la bande de Gaza* ».

23 juillet : Une roquette frappe une maison de Yehoud, une ville située près de l'aéroport Ben-Gourion. La Fédération de l'Aviation civile américaine (FAA) interdit les vols vers Israël.



Maison israélienne détruite à Yehoud

24 juillet : La FAA lève l'embargo sur les vols vers Israël.

26 juillet : Israël accepte, à la demande de l'ONU, une trêve humanitaire de 8h à 20h. Israël se dit prêt à prolonger le cessez-le-feu jusqu'à minuit, mais quelques minutes après 20h, le Hamas tire plusieurs roquettes.

27 juillet : Le Hamas réclame une pause de 24 h pour la fête musulmane de l'Aïd al-Fitr, mais viole le cessez-le-feu par des tirs de roquettes sur Israël.

28 juillet : Une escouade du Hamas émerge d'un tunnel près d'une base de Nahal Oz, tuant cinq soldats de Tsahal. Le Hamas publiera une vidéo de l'attaque.^[4]

30 juillet : Israël annonce une trêve humanitaire entre 15h et 19h. Quelques minutes après 15h, le Hamas tire des missiles sur Ashdod, Ashkelon et d'autres zones peuplées.

1^{er} août : Le Secrétaire d'Etat américain John Kerry annonce qu'Israël et les factions palestiniennes ont convenu de mettre en œuvre un « cessez-le-feu humanitaire » inconditionnel de 72 heures à partir de 8h. Cette trêve a été élaborée avec le Qatar et la Turquie, représentants les intérêts du Hamas. Kerry souligne « *qu'Israël sera en mesure de poursuivre ses opérations défensives contre les tunnels* ». A 9h30, des terroristes du Hamas, dont un kamikaze, tendent une embuscade aux soldats de Tsahal dans la bande de Gaza, tuant deux soldats et en capturant un troisième, qui sera plus tard déclaré mort.

4 août : Israël autorise une nouvelle trêve humanitaire de sept heures, de 10h à 17h. Le Hamas lance toujours des roquettes, mais Israël ne réagit pas.

5 août : L'armée israélienne retire ses forces terrestres de la bande de Gaza, achevant ainsi sa mission. Israël accepte une proposition égyptienne de cessez-le-feu de 72 h à partir de 8h.

8 août : Israël accepte une prolongation de 72 heures du cessez-le-feu, mais le Hamas la refuse et tire des roquettes, blessant plusieurs Israéliens et violant ainsi le cessez-le-feu. Après une attente de plusieurs heures, l'armée israélienne riposte finalement.

10 août : Plusieurs roquettes tombent sur le passage frontalier de Kerem Shalom retardant ainsi l'aide humanitaire vitale pour les civils palestiniens de Gaza.^[5]

11 août : A 12h01, les négociateurs israéliens et palestiniens acceptent la proposition de l'Égypte pour un nouveau cessez-le-feu de 72 heures.

13 août : Vers 22h, de nouvelles roquettes sont tirées sur Ashkelon et le sud d'Israël. L'armée israélienne y répond par des frappes aériennes. Le Hamas nie sa responsabilité et les deux parties conviennent de prolonger le cessez-le-feu de cinq jours, jusqu'au 18 août à minuit.

18 août : Israël annonce prolonger la trêve temporaire de 24 heures et continue, à la demande de l'Égypte, à négocier un accord permanent avec la délégation palestinienne au Caire.

19 août : Le Hamas brise le cessez-le-feu par des tirs de roquettes sur Beersheva et Nétivot. Tsahal riposte dans la bande de Gaza. Le Hamas relance ses tirs sur Ashkelon, Ashdod, Tel-Aviv et Jérusalem. Dans la nuit, l'aviation israélienne vise une maison de Gaza où séjournait Mohammed Deif, le chef militaire du Hamas. Jusqu'à ce jour le mystère plane sur son sort.

20 août : Les hostilités reprennent de plus belle, de même que les éliminations ciblées des dirigeants du Hamas.

21 août : Tsahal cible de hauts responsables militaires du Hamas à Rafah. Mohammed Abu Shamlah, Raed Attar et Muhamed Barhoum sont tués. Attar avait supervisé les forces du Hamas à Rafah et planifié l'enlèvement de Guilad Shalit en 2006.

22 août : Une roquette Grad frappe une synagogue au centre de la ville d'Ashdod, blessant trois civils. Deux heures plus tard, un enfant israélien de quatre ans, Daniel Traguerman, est tué par un tir de mortier près d'une école du kibboutz Nahal Oz. Israël bombarde une tour dans la ville de Gaza. Le bâtiment de 12 étages s'effondre comme un château de cartes. Une heure plus tard, un autre immeuble de sept étages et un centre commercial de deux étages sont gravement endommagés à Rafah. Les résidents ont été avertis pour évacuer les bâtiments et il n'y a aucune victime au sein de la population civile.



Les restes de la voiture d'al-Ghoul (AP/Adel Hana)

Une frappe aérienne de Tsahal élimine Muhammad al-Ghoul, membre influent du Hamas qui transportait dans son véhicule des sacs bourrés de dollars américains...

26 août : Frappes aériennes israéliennes contre la tour Bella à Gaza. Ses 15 étages avec ses 72 appartements et 60 magasins sont très endommagés. Cette tour avait également été évacuée avant les frappes.



Décombres de la tour Bella à Gaza (AP)

Durant la soirée, deux Israéliens sont tués lors d'une attaque au mortier sur le kibboutz Nirim. Quelques heures plus tard, le Hamas accepte enfin un accord de cessez-le-feu illimité négocié par les Egyptiens. Bien que cette trêve soit, dans ses paramètres, presque identique aux précédentes, le Hamas crie « Victoire ».



Le Premier ministre Benjamin Netanyahu, le 27 août (AFP/Thomas Coex)

27 août : Extrait de la déclaration du Premier ministre Netanyahu :

« Le Hamas a émis de nombreuses conditions au départ pour aboutir à un cessez-le-feu. Nous avons accepté l'initiative égyptienne dès les premiers jours de la guerre, inconditionnellement et sans contrainte, alors que le Hamas fixait des conditions. Il a exigé un port maritime ; il ne l'a pas obtenu ! Il a exigé un aéroport ; il n'a pas non plus obtenu ! Il a exigé la libération de détenus récidivistes, aucun terroriste n'a été relâché. Il a exigé une médiation qatarie, puis turque ; il n'a rien obtenu ! Il a exigé la remise en œuvre des institutions que nous avons dissoutes en Cisjordanie. Il a aussi exigé des salaires et des fonds confisqués ! Le Hamas n'a obtenu aucune des conditions qu'il avait fixées au départ. Rien ! »

Notes

^[1] Commandos du Hamas sur la plage de Zikim :

<https://www.youtube.com/watch?v=J6q3F1fhfss&feature=youtu.be>

^[2] Des combattants du Hamas sortant d'un tunnel :

<https://www.youtube.com/watch?v=SM6WUoel7xk&feature=youtu.be>

^[3] Vidéo de Tsahal sur l'infiltration dans la bande de Gaza :

<https://www.youtube.com/watch?v=TlvnECJkYc&feature=youtu.be>

^[4] Un avant-poste de Tsahal filmé par le Hamas :

<https://www.youtube.com/watch?v=i9NNunTsO1c&feature=youtu.be>

^[5] Attaque à la roquette contre le passage frontalier de Kerem Shalom :

<https://www.youtube.com/watch?v=GJBQ4h41bEQ&feature=youtu.be>

Israël, Gaza et le Droit humanitaire

David Benjamin

Le 6 novembre 2014, le général Martin Dempsey, chef de l'état-major américain interarmées, a reconnu qu'Israël avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour limiter les pertes civiles et les dommages collatéraux au cours de l'opération *Bordure Protectrice*.

Il a également déclaré que le Pentagone avait envoyé une équipe d'experts pour étudier les leçons du conflit.^[1]

Ce chapitre présente un bref aperçu des mesures adoptées par l'armée israélienne pour minimiser les pertes civiles lors de son opération de l'été 2014 dans la bande de Gaza.



Tsahal s'est assuré que la tour al-Zafer, qui abritait des bureaux du Hamas, soit évacuée avant de la bombarder, 23 août 2014

Application sélective de la force militaire

Selon les cartes satellites publiées par le Bureau des Nations unies pour la Coordination des affaires humanitaires (OCHA), indiquant l'emplacement des dommages et dégâts subis dans la bande de Gaza, la dernière opération de l'armée israélienne se concentrait sur des objectifs très précis.^[2]

Sur les images publiées par le porte-parole de Tsahal, nous constatons aussi que les cibles militaires furent les plus touchées par les opérations de l'armée israélienne.^[3]

Les résultats ont montré que les frappes de Tsahal étaient précises et concentrées. 72 % des dégâts l'étaient à une distance de trois kilomètres seulement de la frontière israélienne. Cette distance correspond aux zones où l'armée israélienne avait opéré pour détruire des tunnels. En outre, 78 % des structures détruites à Gaza l'étaient dans une zone tampon de 3 km.

L'application des lois internationales et la supervision juridique

En vertu des lois appliquées par l'Etat d'Israël et confirmées par la Cour suprême de Justice, l'armée israélienne est tenue de mener ses opérations selon le Droit international humanitaire (DIH).^[4] Cette obligation est traduite par un code de conduite de l'état-major général, règlement n° 33.0133.^[5] Elle signifie que les soldats de Tsahal sont obligés de se conformer à toutes les dispositions du DIH.

Cet engagement envers le DIH n'est pas subordonné au respect réciproque de l'adversaire. Ainsi, dans le conflit avec le Hamas, le Jihad islamique et les autres groupes terroristes, le fait que ces organisations bafouent systématiquement les normes internationales ne veut pas dire que l'armée israélienne est dispensée de les respecter.

En d'autres termes, l'armée israélienne peut seulement lancer des attaques contre des objectifs militaires ; des civils et des biens civils ne peuvent jamais être délibérément pris pour cible. Toute violation du DIH est, par conséquent, une violation de la loi israélienne et donc les auteurs sont passibles de poursuites.

L'Etat d'Israël est un appareil étatique bien huilé et hautement développé pour surveiller les questions juridiques. Ce système permet l'application à la lettre de la loi et que les forces armées la respectent aussi.

Le corps juridique de l'armée israélienne est indépendant dans ses délibérations. Il fournit des conseils d'expert et forme les cadres en fonction du DIH. Il est également responsable de l'ouverture d'enquêtes criminelles et de poursuites en cas de violations présumées.

L'appareil gouvernemental et l'armée israélienne sont soumis à un contrôle judiciaire de la Cour suprême de Justice. La profondeur et l'étendue du contrôle judiciaire des forces armées par la Cour suprême de Justice n'a pas d'équivalent dans le monde.

La dernière opération militaire à Gaza, *Bordure Protectrice*, a provoqué plusieurs incidents susceptibles d'être examinés :

- une attaque présumée conduisant à la mort de quatre enfants sur la plage de Gaza le 16 juillet ;
- une prétendue grève à proximité d'une école de l'UNRWA, à Bet Hanoun, le 24 juillet, causant la mort de 15 civils ;
- le tir présumé à Dahaniya le 18 juillet, causant la mort d'une femme ;
- la mort présumée de deux chauffeurs d'ambulance – l'un à Khan Younes, l'autre à Beit Hanoun, le 25 juillet ;
- les décès présumé de 27 civils dans une attaque contre la maison familiale Abou Jama le 20 juillet ;
- la mort présumée d'un individu portant un drapeau blanc en Khirbeit Haza'a le 29 juillet ;
- la maltraitance présumée d'un jeune de 17 ans à Khirbeit Haza'a ;
- plusieurs cas de pillage présumé.

Code éthique

En plus d'être liée par le DIH, l'armée israélienne fonctionne à l'aide d'un Code de déontologie intitulé *L'Esprit de l'armée israélienne*.

Le personnel de Tsahal est chargé de faire respecter les normes morales, notamment ce qu'on appelle « la pureté des armes ».

Cela implique pour le soldat l'obligation de recourir à la force seulement en cas de danger, et de faire toujours preuve d'humanité lors des combats. Le soldat ne doit pas toucher les personnes non impliquées et doit faire tout son possible pour éviter de nuire à leur dignité et à leurs biens.^[6]

Ordres de l'armée israélienne, procédures et planification

La planification opérationnelle au sein de l'armée israélienne implique une minimisation des dommages causés aux civils, et cette directive est toujours inscrite comme objectif opérationnel, en consultation avec des conseillers juridiques de Tsahal.^[7]

En outre, les ordres de bataille émanant de l'état-major général contiennent des annexes détaillées consacrées aux questions humanitaires et juridiques.



Soldats de Tsahal

Dans l'histoire récente du conflit, les victimes civiles ont eu un impact direct sur le déroulement des opérations militaires. Les médias rappellent souvent le « syndrome de Kfar Qana ». Le terme se réfère à deux incidents survenus près du village libanais de Qana. Le premier eut lieu au cours de l'Opération *Raisins de la colère* contre le Hezbollah, au printemps 1996. Un obus d'artillerie de 155mm avait explosé dans un campus de l'ONU à Kfar Qana, où de nombreux civils libanais avaient trouvé refuge. Une centaine de personnes avaient été tuées. Le second incident eut lieu au cours de la Deuxième guerre du Liban en 2006, quand une bombe de l'armée israélienne a détruit un immeuble causant la mort de 60 civils.

Le tollé international provoqué par ces terribles incidents a entraîné un arrêt de 48 h de l'activité aérienne israélienne au Liban. Plus tard, il s'est avéré que le nombre de victimes civiles était beaucoup plus faible que celui annoncé, mais le mal était déjà fait. Depuis, le « syndrome de Kfar Qana » est ancré dans l'esprit des planificateurs de l'armée israélienne. Des conséquences négatives pour Israël ont été provoquées également par la Commission Goldstone, formée suite à l'Opération *Plomb Durci* (décembre-janvier 2009).

Examen des cibles et procédures

L'armée israélienne opère dans le cadre d'une vaste procédure qui implique le concours du Renseignement, de l'Opérationnel et d'experts juridiques :^[8]

- Le Renseignement fournit des informations sur la nature de la cible, son emplacement, la présence de civils et de biens de caractère civil ;
- L'Opérationnel fournit des informations sur les aspects opérationnels ; par exemple sur les munitions disponibles pour attaquer la cible ainsi que leur impact environnant ;
- Le Juridique donne une opinion sur la légalité d'attaquer la cible, les diverses options possibles ainsi que les précautions à prendre.

Cette procédure garantit que les objectifs planifiés soient attaqués uniquement après une délibération approfondie et un examen de considérations pertinentes, y compris concernant l'impact potentiel sur les civils et la légalité de l'attaque en vertu du DIH.

Utilisation de munitions de haute précision

Il est évident que l'armée israélienne utilise un armement de haute précision lors de ses frappes aériennes dans la bande de Gaza. L'utilisation de ces munitions permet des frappes très précises sur des cibles ennemies et limite considérablement le risque de dommages collatéraux.^[9]

Ainsi, par exemple, l'armée israélienne a été en mesure de cibler des chambres individuelles, tout en laissant le reste de l'édifice plus ou moins intact.

Calendrier des attaques

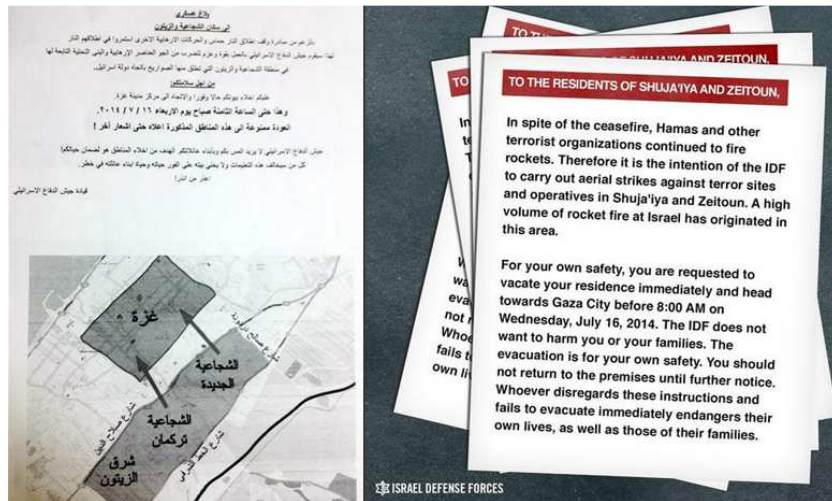
L'armée israélienne a montré qu'il était prudent de chronométrer ses attaques de manière à réduire le risque de préjudice aux civils. Ainsi, les écoles ou les immeubles de bureaux servant à des fins militaires sont généralement attaqués pendant les heures de la nuit, lorsque le bâtiment est inoccupé.

De même, des clips vidéo d'attaques sur des véhicules montrent clairement qu'un effort a été fait pour attendre que le véhicule soit loin de la présence de civils.^[10]

Avertissements par avance

L'élément de surprise est généralement considéré comme une exigence fondamentale pour la réussite des opérations militaires, mais lors de cette opération Israël a renoncé à cet élément en annonçant ses intentions à l'avance.

Désormais, Tsahal fournit des avertissements aux résidents des immeubles ou aux personnes installées dans des quartiers, où les attaques sont prévues. L'armée a souvent risqué de mettre en danger ses propres troupes pour éviter des dommages collatéraux.



Tract largué par Tsahal sur Gaza, le 16 juillet 2014

Les mises en garde se présentent sous plusieurs formes : tout d'abord, il y a les avertissements généraux délivrés aux résidents d'un quartier ou du village dans lequel les opérations militaires sont imminentes. Ceux-ci sont généralement communiqués par des prospectus lancés des avions ainsi que par des avis à la télévision ou à la radio.^[11]

Des avertissements spécifiques sont également publiés sous forme d'appels téléphoniques ou de messages texto à des particuliers. Ainsi, par exemple, des appels téléphoniques sont destinés aux occupants d'un bâtiment abritant un stock de missiles, et ce, quelques minutes avant que le bâtiment soit ciblé pour permettre son évacuation.^[12] Des appels sont également faits aux personnes résidant dans des bâtiments environnants pouvant être touchés par une explosion ou des explosions secondaires.

L'armée israélienne a également mis au point une solution ingénieuse pour ce genre de situation intitulée « frapper le toit ». La procédure consiste au départ à répéter les avertissements donnés aux résidents de l'immeuble.

Si les avertissements restent lettre morte, l'armée israélienne lance alors un projectile non explosif à l'angle du toit. Le résultat est un coup assez fort pour convaincre les « boucliers humains » d'évacuer rapidement le bâtiment, sans toutefois risquer de pertes.^[13]

Cartes numériques

Les sites sensibles tels que les abris civils, installations des Nations unies, hôpitaux, mosquées, écoles, jardins d'enfants, etc., sont marqués sur toutes les cartes numériques de Tsaal, qui sont mises au jour en temps réel selon l'évolution de la situation sur le terrain.^[14]

Formation et Simulation

L'armée israélienne a construit l'une des installations les plus avancées au monde pour la simulation de combat en zone urbaine. Les soldats apprennent ici à conduire des opérations militaires dans un environnement complexe et civil. Cette installation sophistiquée est de renommée mondiale.^[15]

Spécialistes des affaires civiles

Au cours de la dernière opération, dans chaque unité déployée dans la bande de Gaza, un spécialiste des Affaires civiles (CAO) est présent pour conseiller le commandant de l'unité sur les questions relatives à la population civile dans la zone des opérations. Ceci inclut la proximité des sites sensibles, comme les abris civils, les installations des Nations unies, les hôpitaux, les écoles et les mosquées.

Les experts sont arabophones, capables de communiquer avec la population locale afin d'évaluer ses besoins, d'aider son départ et d'apporter des services d'urgence et de secours humanitaires sur le terrain.^[16]

Il faut comprendre que la coordination des mouvements de véhicules d'urgence dans une zone de combat est une tâche très compliquée et délicate. Elle est d'autant plus difficile en raison de l'utilisation des ambulances pour le transport des armes et des combattants du Hamas.^[17]

Coordonnateur des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT)

L'Etat d'Israël dispose d'une agence gouvernementale exclusivement dédiée au bien-être de la population civile dans la bande de Gaza. Le coordonnateur des activités gouvernementales dans les Territoires au sein du ministère de la Défense (COGAT) est l'organisme officiel responsable des affaires civiles dans la bande de Gaza. Il fonctionne à plein temps même depuis le désengagement d'Israël en 2005.

L'armée israélienne, en collaboration avec des organisations internationales, a utilisé une feuille de route commune qui permet la coordination à des fins humanitaires.

Efforts humanitaires

Tout au long de l'Opération *Bordure Protectrice* Israël a mené une campagne humanitaire intensive et de grande envergure visant à soulager les souffrances et les difficultés des civils dans la bande de Gaza.^[18]

Israël a continué à fournir de l'électricité et du carburant à la bande de Gaza durant les 50 jours de l'opération. 86 réparations des infrastructures desservant la bande de Gaza ont été réalisées au cours de l'Opération.



Transfert d'une Palestinienne blessée, 21 juillet 2014

2 630 transferts médicaux ont été réalisés par des ambulances entre Gaza et Israël par le passage d'Erez. Soulignons que ce passage a été bombardé à de nombreuses reprises, causant la mort d'un civil israélien ainsi que plusieurs autres victimes palestiniennes.

Un hôpital de campagne a été mis en place par l'armée israélienne au passage d'Erez pour le traitement des malades et des blessés civils de la bande de Gaza.^[19] Un total de 5 779 camions ont transporté des fournitures humanitaires et ont pénétré dans la bande de Gaza par le passage de Kerem Shalom.

Israël a accepté et mis en œuvre un certain nombre de cessez-le-feu humanitaires qui ont été violés par le Hamas.^[20]

Notes

^[1] David Alexander, « Israël a tenté de limiter les pertes civiles à Gaza », *Reuters*, 6 novembre 2014 : <http://www.Reuters.com/article/2014/11/06/US-Israel-USA-Gaza-idUSKBN0IQ2LH20141106>

^[2] *La crise à Gaza*, août 2014, Office des Nations unies pour la Coordination des Affaires humanitaires du territoire palestinien occupé : <http://www.ochaopt.org/gazacrisisatlas2014/#/0>. Voir l'analyse des cartes par Dan Smith, « évaluation OCHA de l'ONU, Crise de Gaza 2014 », Report, 24 août 2014 : <http://www.israellycool.com/2014/08/24/Assessing-the-OCHA-Gaza-Crisis-Atlas-2014-Report/>

^[3] « Le terrorisme du Hamas : ce que vous ne voyez pas sur les cartes de l'ONU de la bande de Gaza », les Forces de défense israéliennes :

^[4] http://elyon1.court.gov.il/Files_ENG/02/690/007/A34/02007690.A34.htm

^[5] <http://www.Turkel-Committee.gov.il/Files/newDoc3/the%20Turkel%20Report%20For%20website.pdf>

^[6] « IDF Code de déontologie », Forces de défense israéliennes : <http://www.idfblog.com/about-the-IDF/IDF-Code-of-Ethics/>

^[7] Voir le compte rendu officiel du gouvernement israélien sur l'Opération *Plomb Durci*, 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009, les Aspects juridiques :

http://MFA.gov.il/MFA/ForeignPolicy/Terrorism/pages/Operation_Gaza_factual_and_legal_aspects_use_of_force_IDF_conduct_5_Aug_2009.aspx

^[8] http://www.mfa.gov.il/MFA_Graphics/MFA%20Gallery/documents/GazaOperation%20W%20Links.pdf, p. 96. Le processus de ciblage a également été décrit lors d'une conférence par le chef du département du Droit International à l'Université de Haïfa, 5 novembre 2014.

^[9] « Frappes précises contre l'infrastructure du Hamas », les Forces de Défense d'Israël, 12 juillet 2014, <https://www.youtube.com/watch?v=mBkTmfr4oHw>
<http://www.defensenews.com/article/20121217/DEFREG01/312170002/NATO-Allies-Might-Unprepared-Syria>, http://defense-update.com/20110506_precision_attack.html#.VKBH-F4AKA

^[10] Vidéo : Tsahal cible trois terroristes, 10 juillet 2014 :

<https://www.youtube.com/watch?v=pGS0A6zxcgoc>

^[11] Vidéo : Tsahal exhorte des civils à quitter les zones ciblées, 16 juillet 2014 :

<https://www.youtube.com/watch?v=yok9YL6D5RE#t=82>

12- <https://www.youtube.com/watch?v=uzFglhFKII8#t=68>

[13] « Comment l'armée israélienne minimise les dégâts aux civils de Gaza ? » :

<http://www.idfblog.com/blog/2014/07/16/IDF-Done-Minimize-Harm-civilians-Gaza/>

[14] Cf. Mitch Ginsburg, *Times of Israël*, 21 août 2014, <http://www.timesofisrael.com/The-IDFS-First-Fully-Digital-War/> ; « Les décisions de l'Avocat général de Tsahal » : <http://www.law.idf.il/163-6958-en/Patzar.aspx>

[15] <http://www.IDF.il/1562-en/Dover.aspx> ; 2 septembre 2013 :

<http://www.idfblog.com/blog/2013/09/02/photos-future-idf-infantry-officers-train-complex-urban-warfare-scenarios/>

[16] Vidéo : 17 septembre 2014 :

https://www.youtube.com/watch?v=O1K0YxYIISs&src_vid=Acis6dQcG8w&feature=IV&annotation_id=annotation_1019817703

[17] « Le Hamas utilise des hôpitaux et des ambulances à des fins militaires et terroristes », Ministère israélien des Affaires étrangères, 28 juillet 2014 :

<http://MFA.gov.il/MFA/ForeignPolicy/Terrorism/pages/Hamas-uses-Hospitals-and-ambulances-for-Military-Terrorist-purposes.aspx>

18 « Rapport journalier : aide civile à Gaza – 27 août 2014, coordonnateur des activités gouvernementales dans les territoires, les Forces de Défense israéliennes :

http://www.COGAT.IDF.il/Sip_Storage/Files/8/4558.pdf

[19] « Tsahal ouvre un hôpital pour les Palestiniens, le Hamas en empêche l'accès », 25 juillet 2014 :

<http://www.idfblog.com/blog/2014/07/25/IDF-opens-Hospital-for-Palestinians-Hamas-prevents-Access/>

[20] *Bordure Protectrice : violations du cessez-le-feu*, Ministère israélien des Affaires étrangères, 19 août 2014 : <http://mfa.gov.il/MFA/ForeignPolicy/Terrorism/Pages/Protective-Edge-Hamas-violations-of-ceasefires-chronology.aspx>

Le réseau des tunnels du Hamas

Daniel Rubenstein

Au cours de la dernière décennie, le Hamas a méthodiquement construit un réseau sophistiqué et sans précédent de tunnels permettant à ses combattants de s'infiltrer en territoire israélien, de mener des attaques terroristes et des prises d'otages.

Durant l'Opération *Bordure Protectrice* Tsahal a détecté et détruit ce réseau. Il a éliminé l'un des atouts stratégiques du Hamas, prévenant ainsi une attaque surprise et meurtrière le long de la frontière, voire au-delà.

Le porte-parole de Tsahal, le lieutenant-colonel Peter Lerner, a expliqué pourquoi la destruction de ces tunnels était si importante :

« Le Hamas avait un plan précis et préparait une attaque surprise simultanée et coordonnée, au sein même du territoire israélien. Il prévoyait envoyer plus de 200 terroristes armés jusqu'aux dents vers les villages et les kibboutz. Il y avait 14 tunnels offensifs avec, dans chacun, une dizaine de terroristes prêts à s'infiltrer dans notre territoire pour infliger de nombreuses pertes à la population civile. »^[1]

Il était impossible de savoir avec certitude combien de terroristes du Hamas pouvaient s'infiltrer en Israël. Au départ, le nombre des escadrons était limité et Tsahal a mis un laps de temps avant de les détecter.

En vérité, le Hamas avait la possibilité d'envoyer en profondeur en Israël plusieurs centaines de combattants.



Entrée d'un tunnel du Hamas, découverte par Tsahal, 20 juillet 2014

Depuis des décennies, les tunnels font partie de la vie quotidienne à Gaza. Déjà, en 1989, l'un des cerveaux du Hamas, Mahmoud al-Mahbrouh, avait utilisé un tunnel pour échapper aux forces de sécurité israéliennes.^[2] Dans les années 1990, des tunnels furent creusés à Rafah vers l'Egypte ; ils servaient surtout à la contrebande de cigarettes, de carburant et même de bétail ou de pièces détachées de voitures.

Les tunnels ont été parallèlement utilisés pour poser des explosifs sous des positions de Tsahal. En 2001, une bombe de forte puissance a explosé dans un tunnel sous un poste avancé de l'armée blessant plusieurs soldats.^[3] En 2004, des centaines de kilos d'explosifs ont été posés à l'intérieur d'un tunnel de 350 mètres de long, sous un avant-poste de Tsahal, tuant un soldat et en blessant cinq autres.^[4] En juin 2006, 10 mois seulement après le retrait israélien de la bande de Gaza, le Hamas a utilisé un tunnel pour s'infiltrer en Israël et kidnapper le soldat franco-israélien Guilad Shalit.^[5]

Le Hamas a révélé qu'il avait investi des millions de dollars pour préparer la guerre souterraine. Soulignons que Guilad Shalit qui fut durant plus de cinq ans l'otage du Hamas, a été échangé en 2011 contre 1 027 prisonniers palestiniens.^[6] Le chef du Hamas, Khaled Mechal, a expliqué cette nouvelle doctrine de combat en déclarant : *« Compte tenu du déséquilibre des forces en faveur d'Israël, nous avons dû faire preuve de créativité pour trouver des moyens novateurs. Les tunnels ont été l'une de nos meilleures trouvailles. »*^[7]

A vrai dire, le Hamas s'est inspiré du Hezbollah au Liban.^[8] « *Le Hamas a appris du mouvement chiite la construction de ces tunnels* », a déclaré un officier supérieur de Tsahal.^[9] Certains commandants israéliens pensent que la Corée du Nord – qui possède l'un des réseaux de tunnels les plus sophistiqués de la planète – a donné de nombreux conseils au Hamas.^[10]



Missiles et sacs de ciment en provenance d'Iran sur le navire *Klos-C*, arraisonné le 5 mars 2014

Un « méga-tunnel » d'une profondeur de 18 m et d'une longueur de 1,8 km a été découvert par l'armée israélienne près du kibboutz Ein Ashlosa, le 7 octobre 2013. Ce tunnel a été construit durant plus de deux ans avec 800 tonnes de béton en forme de 25 000 dalles^[11].

Il était équipé d'électricité et contenait suffisamment de provisions pour y tenir plusieurs mois. Israël a estimé que le Hamas avait investi 10 millions de dollars dans ce projet^[12].

Sa découverte confirme que le Hamas a construit un réseau de tunnels pour s'infiltrer en Israël avec des centaines de combattants. Il avait planifié une attaque spectaculaire sans précédent dans l'histoire du conflit.

Après la découverte du tunnel près d'Ein Hashlosa, le chef d'état-major Benny Gantz, a estimé que la prochaine guerre d'Israël pourrait être déclenchée par la voie des tunnels.

Le ministre de la Défense Moshe Yaalon a lui aussi souligné que les groupes terroristes à Gaza « *continueront sans cesse de creuser des tunnels* ». ^[13]

Les Israéliens ne pouvaient plus vivre dans un état de psychose collective, avec l'idée de voir à tout moment des terroristes du Hamas surgir du sol de leurs propres maisons.



Motos trouvées dans un tunnel situé à l'intérieur d'Israël, 3 août 2014

Dans l'un des tunnels, l'armée israélienne a même trouvé des motos prêtes à être utilisées par des combattants du Hamas afin de commettre des attentats terroristes à grande échelle, profondément, à l'intérieur d'Israël. ^[14]

Leur but était de rentrer ensuite rapidement vers Gaza avec des otages israéliens.

L'armée israélienne a poursuivi ses opérations à Gaza pour détruire le réseau de tunnels du Hamas. Entre le 17 juillet et le 5 août, les forces de Tsahal ont neutralisé 32 tunnels de terreur.^[15]

Pendant ce temps, le Hamas exécutait des dizaines de creuseurs de ces tunnels, craignant des révélations sur leur emplacement.^[16] Peu de temps après la fin du conflit, le Hamas a annoncé qu'il reconstruisait son réseau de tunnels.



Les forces israéliennes opèrent à Gaza pour trouver et désactiver les tunnels de terreur du Hamas, 20 juillet 2014

Notes

^[1] Adam Ciralsky, « Israël a évité un massacre par le Hamas » *Vanity Fair*, 21 octobre 2014 : <http://www.vanityfair.com/politics/2014/10/gaza-tunnel-plot-israeli-intelligence>

^[2] Felice Friedson, « Israël choqué par l'étendue des tunnels du Hamas à Gaza, leur localisation demeure un défi », *Media Line-National Post*, 12 août 2014 : <http://news.nationalpost.com/2014/08/08/Israel-shocked-by-Scope-of-Hamas-tunnels-in-Gaza-but-Locating-them-Still-a-Challenge/>

^[3] James Bennet, « Les soldats arabes dans l'armée israélienne », *New York Times*, 19 décembre 2001 : <http://www.nytimes.com/2001/12/19/World/Arab-soldiers-in-the-Israeli-Army-Find-they-are-always-on-Guard>.

^[4] « La bande de Gaza et la mort d'un soldat israélien », *BBC News*, 28 juin 2004 : http://news.BBC.co.uk/2/hi/middle_east/3845069.stm

[5] Steven Erlanger, « Avertissement des Israéliens », *New York Times*, 25 juin 2006 :

<http://www.nytimes.com/2006/06/25/World/middleeast/26middleeastcnd.html>

[6] « Israël a évité un massacre par le Hamas », *op. cit.*

[7] *Ibid.*

[8] Christa Bryant, « Pourquoi le Hamas est un ennemi redoutable », *Christian Science Monitor*, 25 juillet 2014 : <http://www.csmonitor.com/World/Middle-East/2014/0725/Why-Hamas-is-a-more-formidable-foe-in-Gaza-this-time>

[9] « Après Gaza, de nouveaux défis sur le front Nord », *Blog IDF*, 18 septembre 2014 :

<http://www.idfblog.com/blog/2014/09/18/Gaza-New-Security-Challenges-Northern-front/>

[10] Con Coughlin, « Le Hamas et la Corée du Nord dans l'affaire des armes secrètes », *Telegraph*, 26 juillet 2014 : <http://www.Telegraph.co.uk/news/WorldNews/middleeast/palestinianauthority/10992921/Hamas-and-North-Korea-in-secret-Arms-Deal.html>

[11] Gili Cohen, « La découverte d'un méga-tunnel à Gaza », *Haaretz*, 13 octobre 2013 :

<http://www.Haaretz.com/misc/article-Print-page/.Premium-1.552162> ; « Vidéo : un tunnel de la terreur découvert près de la frontière de Gaza », *Forces de Défense israéliennes*, 21 octobre 2013 :

<http://youtu.be/E4-WITG20Bo>

[12] « Gaza : méga-tunnel découvert près d'un kibboutz », *Israël Hayom*, 13 octobre 2014 :

http://www.israelhayom.com/site/newsletter_article.php?ID=12537 ; « Vidéo : Lieutenant-Général Benny Gantz – Tsahal en 2025 », *BESA Centre-Bar-Ilan University*, 4 novembre 2013 :

<http://youtu.be/vPAEkk5LOXc>

[13] « Gaza : méga-tunnel découvert » : http://www.israelhayom.com/site/newsletter_article.php?ID=12537

[14] « Nous avons trouvé ces motos dans un tunnel à l'intérieur d'Israël. Le plan du Hamas », Twitter du porte-parole de l'armée israélienne, 3 août 2014 :

<https://twitter.com/IDFSpokesperson/status/496001481724530688>

[15] « L'Opération *Bordure Protectrice* en chiffres », Blog des forces de Défense israéliennes, 5 août 2014 :

<http://www.idfblog.com/blog/2014/08/05/Operation-Protective-Edge-Numbers/>

[16] Marissa Newman, « Le Hamas dit avoir exécuté des dizaines de creuseurs de tunnels », *Times of Israël*, 11 août 2014 : <http://www.timesofisrael.com/Hamas-said-to-have-Executed-dozens-of-tunnel-Diggers/>

La stratégie du Hamas dans sa bataille militaire contre Israël

Jonathan D. Halevi

La dernière guerre à Gaza entre Israël, le Hamas et les différents groupes terroristes est perçue par le mouvement palestinien comme une nouvelle étape du djihad dont l'objectif serait, à long terme, la libération de tous les territoires palestiniens et la destruction de l'Etat juif.



Les camps d'entraînement du Hamas accueillent même des adolescents, 2015

Chaque attaque palestinienne contre Israël est conçue de façon à atteindre plusieurs buts à la fois :

- Nuire à l'immunité nationale israélienne ;
- Compromettre la force de résistance de l'arrière du pays ;
- Encourager de nouveaux fronts avec l'aide des Palestiniens de Cisjordanie et des Arabes israéliens ;
- Renforcer la pression internationale contre l'Etat juif.

La stratégie du Hamas lors de l'opération *Bordure Protectrice* de l'été 2014 s'est développée sur la base de la précédente confrontation *Pilier de Défense* de novembre 2012.

Le site internet *al-Majed*, dirigé par les services de Sécurité et de Renseignement du Hamas, a publié un document sur les leçons de la guerre.

Selon le Hamas, Israël avait plusieurs objectifs dans l'opération *Pilier de Défense* :

- La destruction des forces armées palestiniennes ;
- L'élimination des dirigeants militaires et politiques ;
- L'attaque des sites stratégiques de la bande de Gaza ;
- Obliger les combattants palestiniens à s'installer dans des zones ouvertes afin de précipiter leur défaite ;
- Exploiter les combats à des fins de politique intérieure et de propagande ;
- Faire échouer les tentatives de réconciliation entre l'Autorité Palestinienne et le Hamas.

Toujours selon ce document, le Hamas a réussi à surmonter l'absence de son commandant militaire Ahmed Jabari, éliminé par Tsahal. Le Hamas a riposté aux attaques tout en ciblant parallèlement des villages israéliens, des aéroports et des usines.

La gestion des raids fut menée conjointement par toutes les organisations palestiniennes à partir d'un commandement commun qui a déterminé les objectifs et coordonné les tirs de roquettes.

Les objectifs stratégiques du Hamas dans la dernière opération militaire avaient pour but de :

- Bouleverser le concept de la doctrine sécuritaire israélienne en attaquant des zones profondes du pays ;
- Imposer un cessez-le-feu à Israël ;
- Créer une réciprocité de la terreur et une capacité de dissuasion qui empêchera l'état-major de Tshal de lancer une opération militaire terrestre de grande envergure dans la bande de Gaza.



Logo du Hamas

Selon le Hamas, « l'élément de surprise » a bien fonctionné contre les Israéliens puisqu'ils ignoraient l'existence des roquettes de longue portée détenues par l'organisation ainsi que la diversité de leur gamme.

Tshal n'avait pas non plus connaissance de l'utilisation des armes anti-aériennes (DCA) qui ont surtout limité l'exploitation des drones.

Le document du Hamas détaille les réalisations du Hamas dans cette guerre. Il souligne la demande d'Israël, déjà au deuxième jour des combats, de parvenir à un accord de cessez-le-feu. Il note l'empressement des Etats-Unis et des pays occidentaux à aider Israël et à parvenir rapidement à une trêve. Le Hamas se félicite d'avoir été reconnu comme un mouvement de libération et non comme une organisation terroriste. Il se félicite également de l'érosion de l'image de Tsahal comme « armée invincible » et du fait que les Palestiniens sont capables un jour de la vaincre.

Peu de temps après la série de conflits de novembre 2012, le chef du Hamas Khaled Mechal a détaillé les principes stratégiques du Hamas dans sa volonté de détruire l'Etat d'Israël. Ils sont fondés sur deux axes, militaire et politique :

« Quiconque se trompe s'il estime que le retour à nos terres de Palestine et à al-Qods n'aura lieu que par l'intermédiaire d'un processus de négociations. Les négociations sont une étape courte dans le cadre d'une longue lutte et d'une résistance nationale appuyée par des éléments arabes, islamiques et par des esprits libéraux dans le monde. Nous poursuivrons notre combat jusqu'à l'obtention de nos droits, et le djihad et la lutte sont la voie stratégique pour les accomplir. »

Mahmoud al-Zahar, membre du bureau politique du Hamas et proche du commandement militaire al-Qassam, a révélé que son mouvement envisageait de mener des attaques terrestres sur le sol d'Israël et ne se contentera pas d'un combat dans la bande de Gaza ni de lancer des roquettes sur des cibles civiles et militaires.

Il a précisé que le peuple Palestinien avait le droit de creuser des tunnels dans toutes les zones car la frontière n'existe pas, laissant entendre que des tunnels offensifs seront creusés au-delà de la frontière de la bande de Gaza.

Abou Obeida, porte parole officiel des Brigades Al-Qassam, a présenté des messages similaires et avait déjà confirmé dans une interview à *Al-Hiwar* le 5 février 2013 : *« lors de la prochaine guerre nous emploierons de nouvelles méthodes de combat, dont des "surprises" que nous n'avons pas exposées à ce jour. »* Une allusion claire aux tunnels. Dans une interview à la radio *Al Rai* (novembre 2013) Abou Obeida a précisé que *« les tunnels étaient une arme très efficace dans toute confrontation avec l'occupant. »*

Le cessez-le-feu est désigné, selon le langage du Hamas, sous le terme d'« *accalmie* » ; c'est-à-dire une période de calme pour le repos du guerrier, mais en aucun cas un répit dans la préparation et les préparatifs militaires.

Tant que l'occupation – de tout le territoire de Palestine, de la mer au fleuve – existe, le Hamas se trouvera dans une situation de préparation au djihad.

La stratégie du Hamas consiste à appliquer l'objectif déclaré : la destruction de l'Etat d'Israël par le biais d'une lutte constante, des attaques terroristes permanentes, et des conflits militaires durant les années à venir.



Le Hamas revendique son appartenance au djihad mondial, aux côtés d'Al-Qaïda et de son chef Oussama Ben Laden (affiche de 2004)

Le Hamas a établi dans la bande de Gaza une armée basée sur des unités d'infanterie et des forces spéciales, y compris des unités navales de commandos, des unités pour tirs de roquettes, des forces anti-aériennes et une petite unité pour le fonctionnement de drones.

Cette armée est installée au sein de la population civile dans des zones surpeuplées. Ses combattants, qui portent des vêtements civils, sont capables de retarder et de perturber l'activité d'une armée régulière dans une zone peuplée et de causer des nombreuses victimes.

Selon le Centre d'Information du Renseignement et du Terrorisme, 190 attaques importantes ont été prévenues et déjouées en 2013 par les forces de sécurité israéliennes (112 en 2012). Lors des opérations déjouées, on avait découvert des engins explosifs (67), des plans d'enlèvements et des prises d'otages (52), ainsi que des projets d'attentats suicide (16).

Les activités terroristes en Cisjordanie ont été réalisées *via* l'infrastructure active en Cisjordanie et souvent dirigées depuis des réseaux établis à l'étranger, notamment en Turquie. Notons que des récidivistes libérés suite à l'« affaire Shalit » avaient pour but, pour une grande partie d'entre eux, de diriger des activités terroristes en Cisjordanie.

Le ministre israélien de la Défense Moshé Bougy Yaalon a déclaré en juin 2014 que pendant les six premiers mois de l'année et jusqu'à l'enlèvement et l'assassinat des trois adolescents israéliens, 14 autres tentatives d'enlèvements planifiées par le Hamas avaient été déjouées.

Les différents conflits militaires font partie d'une guerre d'usure dans laquelle tous les moyens sont employés pour causer de lourdes pertes et atteindre le moral des Israéliens. Lors d'une cérémonie tenue à Rafah (13 novembre 2014) pour marquer la « victoire », le porte-parole des Brigades al-Qassam, Abou Obeida, a déclaré que « ses combattants ont brisé toutes les lignes rouges et ont imposé de nouvelles équations face à la stratégie de la sécurité nationale sioniste ».

Le Hamas a employé tous les moyens dans ce dernier conflit, notamment des tentatives d'attaque contre des réacteurs nucléaires, des usines chimiques et des avions civils. Ces cibles seront à nouveau légitimes pour le Hamas dans les prochains conflits. En 1991, lors de la Première guerre du Golfe, l'armée irakienne avait tenté de lancer plusieurs missiles Scud sur le réacteur nucléaire de Dimona en représailles à l'attaque du réacteur irakien Osirak « Made in France », une décennie auparavant. Israël est en fait le seul pays occidental dont les réacteurs nucléaires font l'objet d'attaques militaires.

Les méthodes du Hamas se rapprochent par leur cruauté et leur idéologie de l'Organisation de l'Etat islamique (Daesh). Des organisations s'identifiant avec Daesh, comme par exemple Al-Maqdas, avaient participé aux combats contre Israël.

Sur le plan idéologique, l'engagement religieux « *d'exterminer les Juifs d'Israël* » se répète dans les messages diffusés par les dirigeants du Hamas.

Khaled Mechal a nié que les roquettes lancées par le Hamas visaient à tuer des civils israéliens en soulignant qu'à son avis, les Juifs vivant en Palestine étaient considérés comme des combattants et non des civils.



« Frères d'armes : un Dieu, une terre, un ennemi, un objectif »,
Affiche représentant des terroristes du Djihad islamique,
du Fatah et du Hamas (de g. à dr.), 9 juillet 2014

Le 25 juillet 2014, la chaîne officielle *al-Aqsa* a diffusé un « sermon du vendredi » d'un imam de la mosquée Der al-Balah. Il avait appelé à « *la destruction totale* » des Juifs : « *notre doctrine, notre combat est contre vous, les Juifs. Nous ne laisserons en vie aucun de vous, parce que vous avez confisqué nos terres* », etc.

Des menaces concernant l'assassinat de Juifs ont souvent été entendues par les hauts dirigeants du Hamas et les Brigades Al Qassam. A la veille de la guerre, ces derniers ont diffusé une vidéo appelant « *les Juifs de Palestine à quitter rapidement le pays avant qu'ils ne soient condamnés à mort par le Hamas* ».

Dans une fatwa publiée le 13 mars 2008 sur le site de l'Association des imams palestiniens, nous pouvons lire que « *le droit de la destruction et du génocide des Juifs sera réalisé par les combattants du Jihad.* » Se basant sur un verset du Coran (« le pèlerinage », versets 24-20) cette fatwa explique qu'Allah punira tous les Juifs et les jettera dans le feu de l'enfer, car « *ce sont des corrompus, ils ont assassiné nos prophètes et versé du sang musulman* ».

Dans une interview à Al-Aqsa (20 juin 2012), l'un des imams explique le rôle des Musulmans dans la bataille contre les Juifs :

« Dieu a puni les enfants d'Israël à plusieurs reprises dans l'Histoire. Il les a punis par les Assyriens et les Babyloniens et par les membres du prophète Mahomet dans la péninsule de l'Arabie Saoudite, dans la Medina et à Khaybar. Il les a punis par les Allemands, et avant par les Romains. Aujourd'hui, c'est le tour de la nation musulmane de les punir à nouveau. »



Le califat selon Daesh

La vision du génocide des Juifs est en accord avec celle du Califat islamique (Daesh) concernant la création d'une révolution islamique à travers le monde :

« Lorsque la Palestine sera libérée et que ses habitants y retourneront, la terre de Palestine deviendra, grâce à Allah et l'Islam, la capitale du Califat islamique et de toutes les nations du monde. Bientôt, avec la volonté d'Allah, Rome sera conquise, comme l'était Constantinople, et selon la prophétie de notre prophète Mahomet. Aujourd'hui, Rome est la capitale des Catholiques, ou la capitale des Croisés, qui ont déclaré leur hostilité envers l'Islam et installé des singes et des porcs en Palestine afin d'empêcher le réveil de l'Islam. Rome deviendra notre capitale, un avant-poste des conquêtes islamiques qui se diffuseront dans toute l'Europe et, de là, se dirigeront vers les deux Amériques et même l'Europe de l'Est. »

La révolution islamique mondiale et la conquête de Rome sont un symbole des efforts pour vaincre le christianisme et la civilisation occidentale. Elles constituent la pierre angulaire dans la charte idéologique des Frères musulmans, l'organisation mère du Hamas.

L'occupation de l'Andalousie (Espagne) est un rêve auxquels les Musulmans ont aspiré avec fierté et continueront d'aspirer : « *Nous plaçons notre espoir et notre confiance en Allah et nous savons que notre victoire ne se limitera pas à la Palestine* ». Selon le Hadith du prophète Mahomet « *Constantinople sera conquise, puis Rome* ».



Conférence de presse d'Abou Obeida, porte-parole du Hamas, à Gaza, 3 juillet 2014 (Sipa/Fathi)

Les dirigeants du Hamas ont appelé leur peuple à poursuivre le combat contre Israël :

« *Nous appelons notre peuple, les fils de notre nation et nos militants libéraux, en Europe et ailleurs, à continuer d'agir pour briser le siège. Nous exigeons de la Ligue arabe, de l'ONU qui parraine le processus politique et des organisations des droits de l'Homme qu'elles condamnent le siège sioniste sur Gaza, et nous appelons quiconque peut saisir la Cour pénale internationale à tenter des procès contre l'occupation sioniste, contre les crimes de guerre effectués sur notre peuple, désarmé* ».

Cette stratégie rencontre un succès, selon le Hamas, et se reflète dans la forte pression internationale exercée sur Israël pour lever « le siège ».

Cela est également démontré par les visites importantes et bienveillantes du Secrétaire général de l'ONU et de la responsable de la politique étrangère de l'Union européenne dans la bande de Gaza, ainsi que par des engagements de la communauté internationale pour transférer 5,4 milliards de dollars pour la reconstruction de Gaza.

Enfin, la politique de l'UNRWA participe, dans le sens souhaité par le Hamas, à la lutte des organisations des droits de l'Homme contre Israël.

Les limites de l'enjeu diplomatique

Dore Gold

L'Opération *Bordure Protectrice* a été la troisième opération de grande envergure menée par Tsahal depuis que l'armée israélienne s'est retirée unilatéralement de ce territoire en août 2005.

Chaque opération militaire dans la bande de Gaza a été lancée en raison du fragile cessez-le-feu et en réponse au déluge de roquettes tirées par les Palestiniens sur les villages israéliens. La dernière opération fut plus menaçante et meurtrière avec la découverte de tunnels servant de réseaux d'attaque sur le territoire israélien. Cette menace existentielle n'avait jamais été soulevée auparavant dans les propositions de cessez-le-feu faites par un tiers.



Le Secrétaire d'Etat américain John Kerry téléphonant depuis son hôtel du Caire au Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, le 25 juillet 2014, pour proposer un cessez-le-feu (AP/Dharapak)

L'enjeu diplomatique fut en effet unique cette fois-ci en comparaison avec les différents accords d'armistice signés entre Israël et les Etats arabes depuis 1949, soigneusement négociés par des résolutions de l'ONU ou même dans le cas de la signature des Accords d'Oslo entre Israël et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). La partie arabe et Israël étaient liés à leurs engagements internationaux tout en gérant le conflit même s'ils n'avaient ni relations diplomatiques ni contacts directs.

En revanche, le territoire de la bande de Gaza, passé depuis 2007 sous le contrôle du Hamas, n'est pas une entité reconnue comme un Etat. Le Hamas, qui a pris le pouvoir par la force, opère en dehors du cadre de la communauté internationale. Les Occidentaux n'ont aucun lien public avec lui. Au contraire, ce mouvement palestinien a été désigné organisation terroriste internationale par les Etats-Unis, le Canada, l'Union européenne et d'autres pays. Récemment, des Etats arabes comme l'Egypte, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis ont également déterminé que la confrérie des Frères musulmans, dont fait partie le Hamas, était une organisation terroriste.

Au Moyen-Orient, les principaux pays qui soutiennent le Hamas sont le Qatar, la Turquie et l'Iran. Ce dernier apporte non seulement un soutien économique mais fournit aussi des armes et entraîne les combattants du Hamas. Ces pays n'ont jamais voulu mettre un terme à l'escalade régionale, mais à bien des égards ils ont agi pour l'alimenter.

Alors que des juristes internationaux exigent des mouvements non étatiques de se soumettre aux normes du Droit international humanitaire, le Hamas refuse d'être lié par des conventions internationales ou des résolutions de l'ONU. Il a par exemple écarté l'applicabilité de la Troisième Convention de Genève et n'a pas respecté les exigences qui permettaient à la Croix-Rouge des visites de détenus ou de prisonniers, comme ce fut le cas avec le soldat franco-israélien Guilad Shalit.^[1]

En réalité, l'enjeu diplomatique dans ce conflit est par définition bien limité.^[2] La diplomatie n'a joué qu'un rôle insignifiant pour éviter le déclenchement de la dernière phase terrestre de l'Opération *Bordure Protectrice*. Les diplomates ne pouvaient exercer de fortes pressions sur le Hamas ou sur les pays qui le soutenaient afin qu'il applique sans délai un cessez-le-feu viable.

D'autre part, le Hamas ne s'estime pas lié aux accords signés par l'OLP, comme les Accords d'Oslo de 1993. Il a rejeté les demandes de la communauté internationale pour les reconnaître, refuse en outre d'arrêter ses attaques contre Israël et ne reconnaît pas son droit à exister ; trois conditions que les Etats-Unis, la Russie, l'Union européenne et le Secrétariat de l'ONU ont exigé du Hamas avant toute reconnaissance.

Les trois cessez-le-feu conclus avec le Hamas grâce à la médiation égyptienne ne furent pas des accords d'armistice signés entre Etats appliquant le Droit international. Le Hamas les avait décrits comme un *tahdiya*. Il a parlé d'« *accalmie* », de « *calme* » ou d'*houdna*, un terme islamique pour désigner une trêve qui peut être rompue.^[3]



Terroriste du Hamas

Selon Ahmad Yousef, conseiller du Premier ministre Ismaïl Haniyeh, en employant le terme minimaliste de *tahdiya*, le Hamas ne voulait pas cesser ses opérations militaires et souhaitait maintenir la « *résistance* » (*muqawama*) contre Israël. Pour cette raison, le combat du Hamas contre Israël n'est pas territorial mais existentiel, et de ce fait, la diplomatie classique ne peut s'appliquer à la lettre. Notons qu'à la suite du retrait des forces israéliennes de la bande de Gaza, les tirs de roquettes, au lieu de diminuer, ont augmenté de 500 %.

Ainsi, la racine du conflit avec le Hamas et le Jihad islamique réside moins dans une question territoriale que dans des facteurs idéologiques et religieux ancrés au sein des organisations palestiniennes.^[4]

La Troisième guerre à Gaza et l'ONU

Compte tenu des limites de la diplomatie traditionnelle, le Hamas a demandé à bénéficier de cadres multilatéraux, comme les Nations unies. En janvier 2009, à la fin de l'Opération *Plomb Durci* à Gaza, le Conseil de Sécurité de l'ONU a adopté la résolution 1860. Cette résolution n'a pas condamné le Hamas pour avoir déclenché les hostilités et tiré des milliers de roquettes sur Israël. Elle n'a rien dit, non plus, sur le sort du soldat franco-israélien capturé Guilad Shalit. En fait, le texte de cette résolution n'a même pas mentionné le Hamas ni ses responsabilités pour éviter l'escalade. La résolution a été automatiquement rejetée par le gouvernement israélien.

Nous voyons donc comment les Nations unies pouvaient facilement tomber dans le piège et être utilisées par le Hamas par le biais d'Etats disposés à plaider sa cause, mais en réalité pour bénéficier d'un avantage diplomatique.^[5]

Durant l'Opération *Bordure Protectrice*, qui a duré plus de 50 jours, plusieurs fonctionnaires des agences de l'ONU semblaient prêt à réciter aveuglément les revendications du Hamas lors de leurs interventions publiques.

Le Commissaire des Nations unies pour les droits de l'Homme, Navi Pillay, a déclaré le 23 juillet 2014, que « 74 % des personnes tuées à Gaza n'étaient que des civils. »



Navi Pillay

Comment pouvait-elle l'affirmer puisque, à ce moment des combats il n'y avait aucun moyen de le savoir clairement ? Ce chiffre, soi-disant exact, s'est répandu comme une traînée de poudre dans les médias internationaux et fut notamment repris par les commentateurs de la BBC et de CNN, sans aucune vérification préalable.^[6]

Par la suite, on apprenait que ce chiffre était totalement dénué de fondement.^[7] Cela prouve une fois encore que l'ONU tente à chaque fois, par des moyens non fondés, de promouvoir des préjugés contre Israël.

Le rôle de l'UNRWA

L'UNRWA, responsable de l'aide humanitaire dans les camps de réfugiés palestiniens, emploie près de 20 000 Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza. En 2003, ses employés ont voté massivement pour des candidats du Hamas aux élections syndicales de l'Organisation onusienne, indiquant l'influence importante du mouvement palestinien déjà à cette époque.

Une autre agence de l'ONU, le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), plaçait régulièrement des fonds, *via* la Banque arabe, à des institutions bien connues pour leur soutien au Hamas comme le « Comité de bienfaisance de Tulkarem. »^[8]



Quartier général de l'UNRWA à Gaza

L'UNRWA n'est plus un organisme indépendant de l'ONU dès lors qu'il intervient politiquement dans un conflit armé.

Margot Ellis, commissaire adjoint de l'UNRWA, s'est plainte, lors d'une réunion avec des bailleurs de fonds, de manque de matériaux de construction dans la bande de Gaza, soulignant « *le blocus illégal imposé par Israël* ». Elle a ajouté que le blocus a « *ignoré l'urgence de construire des écoles et des abris*. » En revanche, Ellis a omis de dire que le Hamas utilisait les fournitures de bâtiment pour son vaste réseau de tunnels, dont l'étendue a été révélée par l'Opération *Bordure Protectrice*.^[9]

Durant toute l'opération militaire, l'UNRWA a joué un rôle qui la place clairement du côté du Hamas. A trois reprises, des roquettes palestiniennes ont été stockées dans des écoles de l'UNRWA : les 16, 22 et 29 juillet. Plus grave, après leur découverte, ces roquettes ont été remises par l'UNRWA au Hamas.^[10]

Cet arsenal meurtrier a été utilisé contre des villages israéliens. Le Hamas a même osé tirer à proximité des installations des Nations unies, par exemple contre l'école primaire *al-Manar* dans le quartier de Zeitoun ou contre l'Office de Distribution et le Centre médical de Jabaliya.

Un autre incident révélateur concerne l'école de l'UNRWA à Beit Hanoun, située dans la partie nord de la bande de Gaza, qui a servi d'abri aux résidents de la ville. Le 24 juillet, l'école a été touchée par des obus de mortier et de roquettes. L'UNRWA avait alors tenté de négocier avec les forces israéliennes pour faire « *une pause dans les combats et pouvoir garantir un corridor sécurisé afin de transférer le personnel et les familles déplacées* ». ^[11] Le porte-parole de l'UNRWA, Chris Gunness, avait accusé injustement Israël sur les réseaux sociaux en parlant de « *non réponse de la part de Tsahal* ».

L'armée israélienne a contesté avec véhémence ces propos, affirmant que Gunness avait passé un message à la Croix-Rouge pour faire évacuer les civils de Beit Hanoun entre 10h et 14h, mais que le Hamas a empêché catégoriquement leur évacuation.^[12] Néanmoins, le 6 décembre 2014, le Procureur général de Tsahal a ordonné une enquête approfondie.^[13]

Les commissions d'enquête des Nations unies

L'ONU a également joué un rôle particulier dans la bande de Gaza par le biais de la création de commissions d'enquête portant principalement sur des allégations de crimes de guerre contre Tsahal. En 2009, le Conseil des droits de l'Homme a nommé un juge sud-africain, Richard Goldstone, pour diriger une telle commission.

Pourtant le Secrétaire général de l'ONU de l'époque, Kofi Annan, avait pointé les préjugés de ce Conseil, affirmant : « *depuis le début, ses membres se sont concentrés presque exclusivement sur Israël, sans pour autant enquêter sur d'autres pays tel que le Soudan* ». ^[14] Cette conduite partielle du Conseil des droits de l'Homme s'est poursuivie. Il a refusé d'ouvrir une enquête sur la guerre du Sri Lanka contre les Tamouls, où le nombre de victimes a été dix fois plus élevé que dans la dernière opération à Gaza.

Au cours de l'Opération *Bordure Protectrice*, le Conseil des droits de l'Homme a appelé à créer une Commission d'enquête sur les « *violations du Droit international humanitaire* » par Israël. Il a choisi le Professeur William Schabas, un universitaire canadien, pour la présider. ^[15]



William Schabas, président de la Commission d'enquête de l'ONU sur Gaza, jusqu'à sa démission en février 2015

Les commissions de la mission d'enquête du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies ont commis plusieurs erreurs fondamentales. Le Hamas avait en effet falsifié des incidents locaux, conduisant le rapport Goldstone à conclure, par exemple, que l'aviation israélienne avait attaqué un vieux moulin à farine dans le but d'affamer la population palestinienne. Israël avait répondu que l'Armée de l'air n'avait attaqué, selon ses propres registres, un seul moulin. ^[16]

En réalité, la Commission Goldstone a interrogé des témoins palestiniens ayant répondu aux questions sous le regard attentif des représentants du Hamas. En dépit des défaillances flagrantes, les membres d'une commission d'enquête des Nations unies étaient, sans rougir, capables de tirer des conclusions incriminant Israël. Ce n'est que plus tard que le juge Goldstone avait reconnu le tort commis aux Israéliens et les faiblesses juridiques de sa propre commission d'enquête.^[17]

Néanmoins, malgré son *mea culpa*, le rapport Goldstone était prêt à faire des recommandations juridiques et à remettre des dossiers à la Cour pénale internationale.

Une autre erreur flagrante commise par les commissions d'enquête du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU est la publication préalable de leurs conclusions. Prenons par exemple la Résolution S-21/1, adoptée le 23 juillet 2014, désignant la Commission Schabas. Dans le paragraphe 2, cette résolution « *condamne les violations générales, systématiques et flagrantes des droits de l'Homme et des libertés fondamentales découlant des opérations militaires israéliennes... particulièrement lors de la dernière opération militaire de grande envergure dans la bande de Gaza.* »

La résolution fait ensuite référence aux « *attaques disproportionnées et indiscriminées* » menées par Israël ainsi que par le « *ciblage de civils innocents* ». En d'autres termes, le mandat donné à la Commission Schabas contenait d'ores et déjà des conclusions que le Conseil des droits de l'Homme avait dictées a priori.^[18]

Le rôle des pays tiers

Durant les différents conflits avec les Palestiniens ou le Hezbollah, plusieurs pays tiers ont souvent tenté de servir d'intermédiaire pour aboutir à un cessez-le-feu. Dans le cas du Hamas dans la bande de Gaza, l'Égypte a joué un rôle constructif et sa médiation a permis des compréhensions indirectes pour aboutir à une trêve, une *tahdiya*. La mise en place sécuritaire égyptienne a également contribué permis de trouver des modalités applicables pour libérer le soldat israélien Guilad Shalit des mains du Hamas.

Sous l'administration Clinton, et bien que la Syrie était le fournisseur d'armes du Hezbollah, les Etats-Unis ont considéré Damas comme une force d'influence sur le mouvement chiite libanais pour rétablir un cessez-le-feu avec Israël. Rappelons que la Syrie avait en 1996 participé à un comité international de surveillance au Sud-Liban dont la mission était de surveiller l'application des accords de cessez-le-feu.



Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan accueillant chaleureusement le chef du Hamas, Khaled Mechal, à Ankara, le 16 mars 2012 (AFP/Bülül)

Au cours de l'Opération *Bordure Protectrice*, l'Egypte a certes exigé d'Israël de « *cesser toutes les hostilités dans la bande de Gaza et de s'abstenir de lancer des raids contre la population civile* » mais, parallèlement, elle a également insisté pour que « *toutes les factions palestiniennes cessent leur attaques contre Israël en s'engageant à s'abstenir de tirer sur les villages israéliens* ».

La proposition égyptienne exigeait une trêve absolue et inconditionnelle. Elle ne garantissait pas au Hamas la construction d'un port ou d'un aéroport et ainsi le mouvement palestinien a rejeté d'un bloc la proposition égyptienne, alors qu'Israël l'avait acceptée. C'est pour cette raison que le Hamas est responsable de la marche vers ce qui a abouti, juste après le 15 juillet, à la désolation dans la bande de Gaza. La guerre aurait pu être arrêtée.

Dans une interview publiée par le quotidien égyptien *al-Akhbar*, le 30 novembre 2014, le Président palestinien Mahmoud Abbas avait accusé le Hamas en affirmant clairement son « *obstination* » et sa « *responsabilité dans la destruction* ».^[19] Quant à Khaled Mechal, le chef du bureau politique du Hamas, il a exprimé sa profonde déception face aux déclarations d'Abbas, réfutant ainsi l'idée qu'une médiation égyptienne aurait pu empêcher la mort de milliers de Palestiniens.

Israël a évalué que la majorité écrasante des Palestiniens tués durant la guerre le furent après que l'offre égyptienne de cessez-le-feu ait été rejetée par le Hamas.^[20] Nombre d'indices montrent que la conduite du Hamas a surtout été influencée par le Qatar, qui cherchait à torpiller toute trêve entre les belligérants. Une analyse parue dans le quotidien *al-Hayat* indique que le Qatar avait menacé d'expulser Khaled Mechal s'il acceptait les propositions égyptiennes.

La Turquie a aussi tenté d'influer sur les décisions du Hamas. Déjà en 2006, Ankara avait autorisé le Hamas à établir un « centre opérationnel » en territoire turc.^[21] Dans ce contexte, il est clair que la diplomatie a bien du mal à empêcher l'escalade de la guerre et à faire cesser les hostilités.^[22]

Notes

[1] Ido Rosenzweig et Youval Indra, « Réponse du Hamas au rapport Goldstone », Institut d'études sur la démocratie israélienne, 4 février 2010.

[2] Adnan Abou Amer, « Le Hamas cherche à conserver ses liens saoudiens », *Al monitor*, 18 mars 2014 : [ixzz3Kiulqhre http://www.Al-Monitor.com/Pulse/Originals/2014/03/Hamas-Saudi-Muslim-Brotherhood-Qatar-Terror.html##](http://www.Al-Monitor.com/Pulse/Originals/2014/03/Hamas-Saudi-Muslim-Brotherhood-Qatar-Terror.html##) ; voir aussi Segall Horowitz, « Responsabilité du Hamas dans le Droit international humanitaire », JCPA-CAPE, 16 juin 2009 : <http://jcpa.org/article/accountability-of-the-hamas-under-international-humanitarian-la/>

[3] Selon le Grand mufti saoudien, Cheikh Abdul Aziz bin Baz, toute *houdna* (cessation des hostilités) n'est que temporaire car selon lui « *la paix entre les musulmans de Palestine et les Juifs ne signifie pas que les Juifs détiendraient en permanence les terres qu'ils possèdent, mais plutôt qu'ils seraient en possession de ces terres pour une période déterminée jusqu'au jour où la Houdna s'achèvera et que les musulmans deviendront assez forts pour chasser les Juifs de leur terres* », in Dore Gold, *Le Royaume de la haine : comment l'Arabie saoudite prend en charge le nouveau terrorisme mondial*, Washington DC, Regnery Publishing Inc., 2003, pp. 195-196.

[4] Yigal Carmon et C. Jacob, « Parallèlement à son idéologie islamiste, le Hamas présente des positions pragmatiques », *MEMRI rapport d'analyse*, n° 322, 6 février 2007 ; voir aussi « L'initiative égyptienne pour une trêve », 5 mai 2008, Intelligence and Terrorism Information Center (IICC) : http://www.terrorism-info.org.il/data/pdf/PDF_08_124_2.pdf

[5] Elliot Abrams, *L'Administration Bush et le conflit israélo-palestinien*, Cambridge University Press, 2013, pp. 300-301.

- [6] « Déclaration de Navi Pillay, Haut-Commissaire aux droits de l'Homme : « situation des droits de l'Homme dans le territoire occupé palestinien, y compris Jérusalem-est », <http://www.ohchr.org/en/Newsevents/pages/displaynews.aspx?newsid=14893&langId=E>
- [7] « Examen des noms de Palestiniens tués lors de l'Opération *Bordure Protectrice* », Intelligence and Terrorism Information Center, 1er décembre 2014 : sur les 1 007 morts qui ont pu être identifiés, 52 % sont des terroristes et 48% sont des civils non impliqués dans les combats : <http://www.Terrorism-info.org.il/en/article/20734>
- [8] Dore Gold, *Tour de Babel : comment l'Organisation des Nations unies a alimenté les chaos planétaire*, New York, Three Rivers Press, 2005, p. 287.
- [9] Claudia Rosett, « L'ONU : désarroi ou complicité à Gaza ? », *National Review Online*, 4 septembre 2014 : <http://www.nationalreview.com/article/387022/un-clueless-or-complicit-gaza-claudia-rosett#comments>
- [10] Raphael Ahren, 20 juillet 2014 : <http://www.timesofisrael.com/un-Agency-handed-Rockets-Back-to-Hamas-Israel-Says/>
- [11] Déclaration du Commissaire général de l'UNRWA, Pierre Krähenbühl, 24 juillet 2014 : <http://www.UNRWA.org/newsroom/Official-Statements/Statement-UNRWA-Commissioner-General-Pierre-kr%C3%A4henb%C3%BChl>
- [12] Adam Kredo, « mensonge sur les victimes civiles de Gaza », 24 juillet 2014 : <http://freebeacon.com/National-Security/IDF-Calls-out-un-for-Lying-about-Gaza-Civilian-Casualties/>
- [13] Communiqué de Tsahal : 6 décembre 2014 : <http://www.idfblog.com/blog/2014/12/06/decisions-regarding-exceptional-incidents-occurred-Operation-Protective-Edge/>
- [14] Benny Avni, « Annan critique des résolutions du Conseil des droits de l'Homme sur Israël », *New York Sun*, 29 novembre 2006 : <http://www.nysun.com/Foreign/Annan-criticizes-Human-Rights-Councils/44260/>
- [15] Peter Berkowitz, 28 novembre 2014 : http://www.RealClearPolitics.com/Articles/2014/11/28/assault_on_israel_shifts_from_warfare_to_lawfare_124748.html
- [16] Ministère israélien des Affaires étrangères, « Enquêtes sur l'opération à Gaza », juillet 2010, pp. 30-31 : http://www.mfa.gov.il/MFA/ForeignPolicy/Terrorism/pages/gaza_operation_investigations_second_update_july_2010.aspx
- [17] Gal Beckerman, « L'affaire Goldstone : 7 octobre 2009 » : <http://Forward.com/Articles/116269/Goldstone-if-this-was-a-court-of-Law-There-Wou/>
- [18] Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, S-21/1, 23 juillet 2014 : <http://www.ohchr.org/en/Newsevents/pages/displaynews.aspx?newsid=14934&langId=E>
- [19] « Interview de Mahmoud Abbas », *MEMRI*, 5 décembre 2014 : <http://www.memri.org/report/en/0/0/0/0/0/8323.htm>
- [20] Ministère israélien des Affaires étrangères, 19 août 2014 : <http://MFA.gov.il/MFA/ForeignPolicy/Terrorism/pages/Protective-Edge-Hamas-violations-of-ceasefires-Chronology.aspx>
- [21] Joshua Mitnick et Mohammed Najob, « La terreur du Hamas en Cisjordanie », *Wall Street Journal*, 27 novembre 2014 : <http://m.wsj.com/Articles/Hamas-Terror-Network-Uncovered-in-Israel-1417086249?mobile=y>
- [22] Adam Schreck, « Les critiques contre le Qatar », *Globe and Mail*, 21 août 2014 : <http://www.theglobeandmail.com/News/World/Qatar-criticized-As-Gaza-Ceasefire-Talks-Collapse/article20148907/>

Témoignage du Colonel britannique Richard Kemp

Extraits de propos tenus devant la Commission d'enquête de l'ONU

J'ai servi 29 ans dans l'infanterie britannique. Durant mon service militaire j'ai combattu le fléau du terrorisme dans divers pays, notamment en Irak, en Afghanistan et en Irlande du Nord. J'ai commandé les forces britanniques en Afghanistan et j'ai participé à la Première guerre du Golfe. J'ai ensuite dirigé des troupes avec les Forces des Nations unies en Bosnie et à Chypre.

Pendant les années 2002-2005, j'ai été chargé du renseignement sur le terrorisme national et international au sein du gouvernement britannique. Le Hamas et le Jihad islamique palestiniens figuraient en tête de mes préoccupations et mon rôle était de suivre leurs activités et d'évaluer leur stratégie. J'ai eu accès à tous les renseignements secrets et confidentiels que le Royaume-Uni possédait sur les différents groupes extrémistes.

J'ai eu l'honneur et le privilège d'obtenir de la Reine Elizabeth II d'Angleterre la médaille de Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique.

Durant mon service militaire et mes activités au sein du gouvernement britannique, j'ai eu des contacts avec l'armée israélienne et ses services de Renseignement. Lors des deux dernières opérations de Tsahal dans la bande de Gaza en 2012 et 2014, j'ai vécu en Israël pour approfondir mes connaissances dans la lutte antiterroriste. J'y ai rencontré des dirigeants politiques, des hauts-fonctionnaires et des officiers de Tsahal. Lors de mes séjours, j'ai passé de nombreuses journées près de la frontière avec la bande de Gaza. J'ai pu voir sur le terrain, de mes propres yeux, le déroulement des opérations. J'ai été informé sur place et j'ai interrogé de nombreux officiers et soldats avant leur déploiement sur le champ de bataille et immédiatement après leur retour.

Mon témoignage devant la Commission d'enquête des Nations unies sur le conflit de Gaza de l'été 2014 est donc basé sur des observations sur le terrain pendant le dernier conflit ainsi que sur ma longue expérience militaire.

Je précise que mon témoignage est volontaire et neutre et que je ne suis rémunéré par aucun organisme de Tsahal ou du gouvernement israélien.

A mon avis, les mesures prises par Israël étaient nécessaires pour défendre la population locale contre les attaques quotidiennes et meurtrières du Hamas et du Jihad islamique. C'est en effet le devoir inaliénable de tout gouvernement d'utiliser ses forces armées pour protéger ses citoyens et son territoire contre des attaques extérieures.

La bande de Gaza étant un territoire séparé, en dehors du contrôle israélien, les actions de Tsahal sont une réponse légitime à des attaques en provenance d'un pays étranger. Dans ces circonstances, je ne connais pas d'autres moyens réalistes et efficaces pour arrêter des tirs de roquettes et de missiles que ceux employés par l'armée israélienne. Aucun expert militaire dans le monde n'est capable de proposer une alternative viable de défense contre une telle agression.



Les terroristes du Hamas se préparent à la prochaine guerre (AP/Mohammed Asad)

Certes, il existe d'autres options pour éradiquer complètement ces attaques comme par exemple d'envahir tout le territoire et de détruire toutes les infrastructures terroristes, ou de lancer un déluge de bombes pour forcer le Hamas et les autres groupes terroristes à renoncer à leurs attaques. Ces options ne sont pas réalistes car elles auraient causé de nombreuses victimes dans les deux camps et une présence coûteuse pour l'armée israélienne dans un contexte déjà explosif avec les menaces de l'Iran, du Hezbollah et des différents mouvements extrémistes islamistes dans le Sinaï.

De fait, la dernière opération fut la plus pragmatique pour réduire les dégâts et éviter la reprise des hostilités. Toutefois, pour aboutir à une accalmie complète et à long terme, j'exhorte la Commission à recommander une coopération internationale efficace afin d'éviter une nouvelle militarisation de la bande de Gaza.

Il est tout à fait irresponsable de condamner Israël pour avoir imposé un blocus maritime et exiger la levée du contrôle israélien le long de sa frontière sans comprendre ni prendre en considération les actions israéliennes nécessaires pour empêcher le réarmement des troupes terroristes et éviter de nouvelles attaques contre son propre territoire.

Il convient de noter que l'Egypte prend des mesures préventives similaires contre les extrémistes de Gaza et pour les mêmes raisons.

En l'absence d'une coopération internationale efficace dans la bande de Gaza, il est certain que dans les mois et les années à venir le scénario de l'été 2014 se reproduira. Votre Commission devrait jouer un rôle constructif dans la promotion d'une approche internationale afin d'éviter de nouveaux conflits.

L'armée israélienne n'avait pas non plus le choix de procéder à une incursion terrestre limitée dans la bande de Gaza pour localiser et détruire les tunnels d'attaque qui menaçaient directement la population israélienne.

Soulignons que l'infrastructure militaire du Hamas est localisée principalement au sein de la population civile. Dans ces circonstances, et pour neutraliser la menace du Hamas, on ne pourrait jamais éviter des victimes civiles.

En vertu des lois sur les conflits armés, cette réalité ne rend pas ces opérations illégales en supposant qu'elles étaient nécessaires. Cependant, l'armée israélienne avait le devoir de faire la distinction entre les cibles militaires et les civils et de s'assurer que ses opérations soient bien menées en conformité avec le principe de la proportionnalité.

Il convient aussi de souligner que la proportionnalité n'est pas une relation entre le nombre de victimes au sein des deux parties, mais un calcul des pertes accidentelles, des blessures ou des dommages subis par les civils par rapport à l'avantage militaire.



Le Hamas procède à des exécutions publiques, 22 août 2014 (Reuters)

Lors de mes propres recherches et des séances d'information auxquelles j'ai souvent assisté avec des juristes, des militaires et des politiques israéliens, j'ai appris que leurs commandants accordaient une grande importance au respect du Droit dans les conflits armés. Cela inclut le principe de la proportionnalité qui figure dans le manuel du Droit militaire de Tsahal et qui est reconnu par le Comité international de la Croix-Rouge.

L'armée israélienne est responsable devant le gouvernement démocratiquement élu et elle agit en conformité avec le système juridique israélien. Tsahal, comme d'ailleurs toutes les forces armées occidentales, forme ses soldats et ses officiers selon les codes éthiques et les règles du Droit international.

Lors de mes entretiens avec les combattants de Tsahal, j'ai constaté, comme dans les armées occidentales, les mêmes frustrations émergentes chez les soldats en raison des risques supplémentaires imposés sur leurs vies et celles de leurs camarades, et du fait que l'ennemi ne respectait pas les règles de la guerre, négligeait la vie de civils innocents et utilisait des boucliers humains.

Néanmoins, tous les soldats que j'ai interrogés – y compris ceux ayant affirmé avoir été frustrés par ces restrictions – ont compris la nécessité de respecter les règles d'engagement. La motivation chez eux est plus forte que les engagements des soldats rencontrés dans les rangs des armées occidentales.

J'ai parlé également avec des pilotes de l'armée de l'air et chacun me racontait son dilemme avant toute frappe aérienne. L'un d'eux m'a raconté qu'il avait abandonné plus de dix fois sa cible parce que des civils avaient été identifiés dans son collimateur.

Bien que je ne sois pas moi-même témoin de ces événements, je suis convaincu que les nombreux soldats et les pilotes que j'ai rencontrés me disent la vérité. Par expérience, je sais comment ils pensent, agissent et parlent, même s'il ne s'agit pas d'un sondage scientifique.

Je dois souligner qu'aucune armée dans l'Histoire de la Guerre n'a pris de mesures aussi importantes que Tsahal pour minimiser les dommages aux civils dans une zone de combat. Je tiens aussi à dire et à affirmer qu'au cours des opérations en Afghanistan, les forces britanniques et américaines ont adopté des méthodes développées par l'armée israélienne dans la bande de Gaza.

En novembre 2014, le Général Martin Dempsey, Chef de l'état-major interarmées américain, a déclaré que l'armée israélienne « *a fait des efforts extraordinaires pour limiter les dommages collatéraux et les pertes civiles* » durant le conflit de l'été 2014 à Gaza. Il a révélé qu'il avait envoyé une délégation d'officiers militaires américains en Israël pour en apprendre davantage sur les mesures que Tsahal prenait pour éviter des pertes civiles.

J'ai été informé sur toutes les procédures et les mesures que Tsahal met régulièrement et minutieusement en œuvre avant de lancer une attaque dans la bande de Gaza. Aucune cible ne pourrait être attaquée sans un renseignement précis émanant de plusieurs sources distinctes et indépendantes incluant des sources humaines, une surveillance aérienne et au sol, et des interceptions de communications.

Chaque mission d'attaque aérienne devait être autorisée personnellement par le chef de l'Aviation ou l'un de ses adjoints, et toutes les autorisations sont soumises à l'avis des conseillers juridiques.



Le Premier ministre du Hamas, Ismail Haniyeh, en octobre 2013 à Gaza (Sipa/Fathi)

Bien entendu, dans certaines circonstances, toutes les procédures et les précautions ne peuvent être suivies à la lettre, par exemple, lors d'une opération aérienne dont les forces terrestres se trouveraient en danger imminent.

Chaque chef militaire doit minimiser le risque de victimes civiles dans une zone de combat mais il a aussi le devoir de minimiser les dangers pour ses propres troupes.

Cette considération est un facteur important qui affecte l'étendue des pertes civiles dans les combats au sol. En outre, même les forces terrestres les mieux formées sont inévitablement affectées par la peur, l'épuisement, la douleur, la fumée, le vacarme, les tirs et les bombes dans tous les sens, la confusion totale, les blessés et les morts ainsi la destruction environnante.

Dans une situation de combat intensif et de chaos se produisent inévitablement des erreurs qui conduisent parfois à des pertes civiles involontaires. Il existe également d'autres bavures non liées aux erreurs humaines – comme celles de combattants du Hamas habillés en civil – ou des erreurs de cibles de dernière minute, ou même des incidents non délibérés de « tirs amis ».

Dans toutes les armées du monde y compris dans les rangs de Tsahal il existe de mauvais soldats. Par imprudence ou par négligence, ces soldats individuels peuvent avoir été responsables de quelques victimes civiles, de mauvais traitements, de dommages de biens, de pillage ou de vol. Ce sont bien entendu des actes inadmissibles et condamnables.

J'ai été informé dans les détails des mesures et actions juridiques prises, des leçons tirées par Tsahal et du rôle implacable de la Cour suprême de Justice.

Il faut dire que dans les cas où des civils furent victimes, ou maltraités, l'avocat général militaire de Tsahal a ordonné un certain nombre d'enquêtes pénales, qui sont ensuite publiées en toute transparence.

En plus de la politique de Tsahal pour minimiser les pertes civiles, d'autres actions israéliennes ont largement contribué à sauver la vie des civils de Gaza. L'investissement financier et technologique dans les alertes et les abris, ainsi que dans le système antimissiles « Dôme de Fer » a permis d'éviter considérablement les tirs de roquettes et de missiles sur la population civile et la destruction de biens.

Les différents systèmes défensifs mis en place par Israël ont sauvé la vie de nombreux civils et ont empêché la panique.

Malgré les efforts israéliens pour sauver la vie des civils, on estime qu'un nombre important de ceux tués à Gaza l'étaient. Toutefois, les civils qui sont morts pendant le conflit sont morts également de causes naturelles, certains dans des accidents non liés aux combats, d'autres auraient été exécutés ou assassinés par le Hamas ou tués accidentellement par des missiles explosés avant leur envoi ou en étant des boucliers humains.



Un missile intercepteur du système « Dôme de fer », 9 juillet 2014 (AP/Dan Balilty)

Prenant en compte ces facteurs, je recommande à la Commission d'examiner minutieusement les rapports sur les pertes civiles dans d'autres conflits comparables comme en Afghanistan ou en Irak. Il est important aussi de prendre en considération le traumatisme et la peur de la population civile israélienne dont j'ai été témoin ainsi que la perturbation de la vie quotidienne durant plus de 50 jours.

Pendant le conflit, j'ai visité des tunnels d'attaque qui ont été conçus et construits pour un seul objectif : s'infiltrer en territoire israélien pour attaquer, tuer et enlever des civils et des soldats israéliens.



Des terroristes du Hamas dans un tunnel d'attaque, 18 juillet 2014 (Reuters/Mohammed Salem)

En conclusion, je dirais que l'armée israélienne a pris des mesures exceptionnelles pour respecter les lois des conflits armés et minimiser les pertes civiles à Gaza. Israël déploie aussi des efforts considérables pour enquêter sur les incidents où des civils auraient été illégalement tués, blessés ou maltraités, et où des biens civils auraient été illégalement endommagés ou volés. Je ne connais pas une nation au monde qui ait mené des enquêtes aussi complètes sur ses propres activités militaires comme l'a fait Israël.

Je prie la Commission de condamner le Hamas et les autres groupes terroristes palestiniens pour leurs actions durant ce conflit. Ne pas le faire reviendrait à encourager la répétition de telles actions dans l'avenir et à travers le monde. J'exhorte également les membres de la Commission à donner une juste considération aux actions d'Israël et à ne pas simplement le condamner automatiquement. De fausses accusations sur des crimes de guerre, comme cela fut le cas avec le rapport Goldstone, ne feront rien pour faire avancer la cause de la paix et des droits humains. Au contraire, ces accusations encourageront de nouvelles violences et des pertes humaines.

Si vous voulez vraiment contribuer à la paix et améliorer les droits de l'Homme pour les habitants de Gaza et d'Israël, alors vous devez avoir le courage de rejeter les préjugés discriminatoires du Conseil des droits de l'Homme et produire un rapport équilibré et équitable pour tous.

